N° 152 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI 14 SEPTEMBRE 1976

Belgique 15 FB
Portugal : 15 ESC
Grèce : 20 DR
Suède : 2,25 KR
Italie : 300 L
Suisse : 1 FS

Après l'assassinat de Jesus Maria Zapala

PLUS DE 100 000 GREVISTES EN EUSKADI

- *La grève est massivement suivie en Guipuzkoa et en Viscaya*
- *Une ouvrière de la Babcock-Wilcox aurait été mortellement blessée lors des affrontements de Sesta*
- *A Basauri et à Sestao (ceinture industrielle de Bilbao), les grévistes décident de prolonger la grève générale*

Lire page 2

DONNER LA PAROLE EN SOUFFLANT LES REPONSES

Dans son discours télévisé de vendredi, le président du gouvernement espagnol a voulu convaincre à toute force que son plus grand désir était de *« rendre la parole au peuple »*. Le moins que l'on puisse dire, au vu des réactions de l'ensemble des groupes de l'opposition (cf page 2) est qu'il n'a pas convaincu.

Aux questions demeurées sans réponse, la parution du texte de projet de Loi pour la Réforme Politique n'apporte qu'une précision : les Cortes auront un pouvoir de révision constitutionnelle. Mais les modalités de l'initiative, si importantes, de révision ne sont pas définies.

Les manifestations récentes en Euzkadi, le succès de la Diada catalane ont montré, si cela restait à prouver, l'ampleur de la revendication des nationalités opprimées par l'Etat espagnol. A ce propos, le projet de Loi parle dans le vague d'une *« intitutionalisation des particularités régionales, comme expression de la diversité des peuples qui constituent l'unité du Royaume et de l'Etat »*.

A propos des partis, dans son préambule, le projet affirme : « c'est aussi une autre condition essentielle de la démocratie que les différents courants politiques acceptent, comme axiome, que leur force authentique n'est que celle qui provient du nombre de citoyens qui ont voté pour eux ». Mais le gouvernement se garde bien de déclarer que tous les partis politiques seront légaux, et que l'accès aux moyens d'information d'Etat sera identique pour tous. Aucun calendrier de la « réforme », plus précis que l'échéance de juillet 77 pour la tenue des élections, n'est proposé. Donc sur toutes les questions-clés aujourd'hui, l'opposition n'a d'autre réponse que l'écho de sa propre vois.

Le seul aspect «concret» du projet de loi, c'est le renforcement du pouvoir royal. Juan Carlos nommera un cinquième des sénateurs de la chambre haute. Le roi aura aussi le loisir de soumettre directement au référendum *« tout sujet politique d'intérêt national, qu'il soit ou non constitutionnel »*. Cette possibilité de détour permettra sans doute de faire fléchir dans d'immédiat un *« Bunker »* jusqu'alors imbu de ses capacités de blocage aux Cortes. Mais on peut aussi imaginer l'arme de chantage que peut constituer cette disposition contre une future assemblée, plus à gauche.

Par son caractère lacunaire, il semble que l'opération montée par Suarez s'avèrera bien incapable d'enrayer le processus d'unification de l'opposition et d'éloigner de la Coordination démocratique les courants libéraux modérés et démocrates chrétiens qui négocient leur entrée.

Volonté résolue de ne pas répondre aux questions politiques décisives de l'heure. Politique du fait accompli, de proposer un projet de réforme achevé et inamendable avant d'avoir entamé les négociations promises par le gouvernement à l'opposition. Renforcement des pouvoirs du souverain et maintien du gouvernement jusqu'aux élections. Suarez ne pourra plus maintenir l'illusion. Quand il prétend *« donner la parole au peuple »*, c'est qu'il entend encore souffler les réponses.

Michel Rovère

Plus de 80 morts, assassinés par la police Sud-Africaine.

JOHANNESBOURG PARALYSEE PAR LA GREVE DES TRAVAILLEURS NOIRS

- *Les transports et les usines sont arrêtés.*

Soweto, le faubourg de Johannesbourg, où sont parqués plus d'un million de noirs (Norma)

Aujourd'hui en Tanzanie, demain en Z ambie, Henry Kissinger ira ensuite rendre visite à son ami Vorster. Il devient de plus en plus probable qu'il rencontre également le leader des colons rhodésiens, Ian Smith.

En Afrique du Sud le mouvement de révolte continue de s'étendre. Dans la province du Cap le nombre de métis tués par la police ne cesse de s'alourdir (on parle de 80 morts). A Johannesburg, une grève générale des travailleurs noirs paralyse les entreprises et les services. A Alexandra, deuxième ville dortoir de Johannesburg la police, en état d'alerte a ouvert une nouvelle fois le feu. D'importantes opérations de police ont lieu actuellement à Soweto pour tenter de retrouver les responsables de l'ordre de grève.

Lire page 2

Le 1er ministre Barre encore à TF 1

LE MONDE DU SILENCE

Barre s'est encore tu. Il est resté dans le flou, les mesures incertaines, les points d'interrogation. Nous avons appris hier soir, qu'il avait des experts personnels, et des fonctionnaires compétents. Que le pays devait entreprendre « un effort courageux ». Qu'il promet des résultats « durables en matière de hausse des prix ». C'est tout.

Le suspens, telle est la politique de Barre. Quand des millions de travailleurs sont concernés, quand ils voient chaque jour les prix augmenter, l'emploi se dégrader, le silence devient morgue. Barre se moque de nous.

Sa tactique, à vrai dire, a ...nd même produit un premier r... ltat. En laissant le flou planer au ...essus de nos têtes, il a provoqué un débat, certes important, mais qui prend des allures de diversion entre les organisations syndicales. Au lieu d'organiser la riposte unitaire, elles discutent s'il faut sur-imposer les salaires supérieurs à deux millions par mois, ou s'il faut défendre la hiérarchie. Ainsi, au lieu de préparer concrètement une mobilisation à la hauteur des attaques qui mijotent dans la marmite de Barre, au lieu de se mettre d'accord sur les points communs, la CGT et la CFDT palabrent sur le niveau de revenus sur-imposables.

Et le premier ministre, satisfait de ce premier résultat, poursuit dans sa voie. Il lance une autre pomme de discorde : les contrats. « Nous devons poursuivre l'effort entrepris en matière contractuelle, effort auquel certaines organisations syndicales ont apporté un concours loyal et efficace.» Voilà pour la FEN et FO. Une risette, un peu de pommade dans le dos, histoire d'enrayer toute velléité de front syndical commun avec la CGT et la CFDT.

Mais sous ce verbiage tactician, une certitude : les contrats qu'il proposera seront une des versions de sa politique des revenus. Il ne tolèrera pas de « surenchère par rapport aux années précédentes.» Ce qui signifie : les contrats signés l'an dernier par FO et la FEN dans la fonction publique par exemple, contrats qui attaquaient le pouvoir d'achat de 2 à 5 % selon les catégories, et bien ces contrats ne seront pas renégociables. Ils continueront à grignoter les salaires réels. Et s'il en vient d'autres, ils auront le même but.

Tel est Barre. Bonnasse, il ressort de son tiroir ministériel les vieilles ficelles de la division (diviser pour régner). Démagogique, il essaie d'engluer ses coups dans de la mélasse. Il parle maintenant « d'action continue et globale », histoire de faire sérieux. Mais il nous trompe. Il faut l'attendre de pied ferme.

Jean Yves Touvais

international

EUZKADI

PLUS DE 100 000 GREVISTES EN EUSKADI

De très violents affrontements entre forces de l'ordre et grévistes se sont produits hier, alors que toute la province de Guipuzkoa observait une grève générale de protestation après la mort du jeune basque Jesus Maria Zapala.

La consigne de grève, lancée par l'ensemble des forces politiques d'Euzkadi, le PC, le PSOE, les commissions ouvrières, l'extrême-gauche (Mouvement Communiste, Parti du Travail, Organisation révolutionnaire des travailleurs, LCR-ETA VI) et les forces *« abertzales »* du KAS (patriotiques, regroupent entre autres ETA V tendance politico-militaire) a été massivement suivie.

Toutes les boutiques, les garages, les entreprises et les services publics étaient fermés lundi, depuis Irun, à la frontière française jusqu'à San Sébastian et le sud de la vallée industrielle de Tolosa. A Pasajes, le port et les industries de pêche étaient hier totalement immobilisés. A Lasarte, l'usine Michelin a dû interrompre son activité après que la moitié des ouvriers aient débrayé, vers midi. Le mouvement s'est étendu comme nous l'annoncions hier à la ceinture industrielle de Bilbao (Biscaye), sur la rive gauche du Nervion. Avec Basauri, c'est dans la zone des hauts fourneaux, des chantiers navals, des usines d'électro mécanique, à Sestao que les incidents les plus violents se sont produits. La police est intervenue massivement et sauvagement, avec des balles de caoutchouc, pour disperser les très nombreux manifestants et démanteler les barricades qu'ils avaient édifie dans cette zone.

A la suite d'un communiqué signé par une cinquantaine d'artistes et de journalistes la direction du Festival international du film de San Sebastian a décidé d'annuler toutes les manifestations mondaines (banquets, cocktails) en signe de deuil.

La totalité des journaux de l'après-midi de San Sébastien n'ont pas été mis en vente. Parmi eux, le journal du « Mouvement » franquiste, « Unidad » où journalistes et ouvriers ont voté la grève. C'est la première fois depusi 40 ans qu'un organe du parti unique franquiste a décidé pour des raisons politiques d'arrêter le travail. Par ailleurs les douaniers ont observé l'arrêt de travail au pste-frontière d'Irun.

Induy Co en Espagne

Une grève exemplaire contre une exploitation exemplaire

De notre envoyée spéciale

« On est trompées, les flics nous ont arrosé de la tête aux pieds ». « La direction a essayé de nous empêcher de ressortir de l'usine en bouchant la sortie avec des machines ».

J'ai rencontré les travailleuses d'INDUYCO, la plus grosse fabrique de textile de Madrid (plus de 5000 ouvrières et un millier d'hommes) alors qu'elles se regroupaient pour se rendre au ministère du Travail afin d'exiger un local de réunion, car la police les empêche de continuer à se réunir dans des églises pour tenir leurs assemblées générales quotidiennes. A l'origine de leur lutte : le renvoi durant l'été de cinq filles qui s'étaient exprimées trop ouvertement durant les assemblées de boite qui se tenaient depuis janvier pour déterminer le contenu d'une plateforme revendicative.

« On est parties en grève il y a quinze jours pour exiger leur réintégration et obtenir une crèche et une cantine comme on demande depuis des mois, mais aussi pour que le patron reconnaisse la commission qui a été alue en Assemblée générale, parce que nos « délégués » officiels, ce sont des petits chefs qui défendent leur propres intérêts dans les négociations. ».

Je leur demande quel est leur rapport de force à l'heure actuelle.

« Il est assez bon car nous sommes 2500 à faire grève et ~~notre~~ augmente : tous les matins et tous les soirs, nous allons à la fabrique pour discuter avec celles qui continuent à travailler. Elles subissent des pressions terribles. Le patron envoie les chefs les chercher à domicile, ou bien ils se postent aux sorties de métro et aux arrêts de bus, et ils les encadrent pour rentrer dans l'usine. Mais on a le soutien d'une dizaine de boites, dont Chrysler, Marconi, Hutchinson, etc..., qui ont fait des assemblées, des collectes, et il y e a même une qui a débrayé une demie-heure en signe de solidarité. 500 vendeuses du « Corte Inglès » ont dit qu'elles étaient prêtes à en faire autant. ».

Il faut savoir que les patrons d'INDUYCO sont en même temps ceux de la chaine de grands magasins « Corte Inglès »

Il faut savoir que les patrons d'INDUYCO sont en même temps ceux de la chaine de grands magasins « Corte Inglès » et que, non contente de payer les femmes la moitié de ce qu'ils paient les hommes pour un même travail, ils prélèvent d'office 1000 pesetas (70 F) par mois sur leur salaire pour les verser sur un compte à leur nom au « Cortes Ingles », ce qui les oblige à acheter là-bas. De plus, ils engagent les filles à 14 ou 15 ans afin d'avoir barre sur elles et vont jusqu'à proposer de l'argent à celles qui se marient pour qu'elles quittent l'entreprise. Tous les moyens sont bons pour essayer de casser la lutte : répandre le bruit que les leaders sont manipulés par des groupes politiques extrémistes, offrir des primes allant jusqu'à doubler le salaire de celles qui se laissent impressionner par ces rumeurs, menacer les journaux de leur retirer toute publicité pour le « Cortes Ingles » s'ils donnent trop d'écho à la grève d'INDUYCO, prévoir le démembrement de l'entreprise afin de disperser les « meneuses » dans les ateliers à l'extérieur de la ville.

Face à cela, les combativité des travailleuses en grève est extraordinaire : « Nous ne céderons pas. Il faut qu'ont ait un local pour nos assemblées générales, pour que les commissions de grève élues puissent faire leur boulot et qu'on continue à populariser la grève comme on l' fait jusqu'ici en allant tous les matins devant les autres boites par groupe de 50 afin d'expliquer pourquoi on se bat et d'élargir le soutien. Les Associations de voisins sont avec nous et organisent des actions de boycott devant les magasins du « Cortes Ingles ». S'il faut continuer à se battre avec les flics, on continuera. On en a assez d'être exploités. On a commencé à discuter dans les assemblées de ce que ça veut dire d'être à la fois une femme et une travailleuse et on n'a pas l'intention de s'arrêter là ».

Je les ai quitté dans les jardins du ministère du Travail où elles avaient étalé leurs pantalons au soleil pour les faire sécher tout autour d'un grand bassin, bien décidées à tenir le siège jusqu'à ce qu'elles sachent si leur délégation étaient reçue.

J. Allio

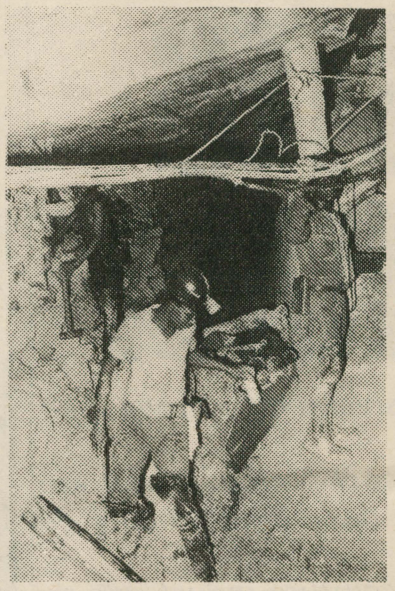
AFRIQUE DU SUD

A Soweto, semblable à un cimetière

Nouvelle grève des travailleurs noirs

Un nouveau mouvement de grève des travailleurs africains de Soweto, l'immense cité dortoir d'un million d'habitants près de Johannesbourg, a commencé lundi matin. Cette grève succède à celle d'il y a trois semaines, qui avait pratiquement paralysé la région de Johannesbourg, de très nombreuses entreprises étant contraintes de fermer leurs portes.

En effet, chaque matin, près de 250 000 travailleurs quittent Soweto pour Johannesburg. Mais des travailleurs arrivent aussi d'autres villes satellites comme Alexandra (60 000 habitants), elle aussi atteinte par le mouvement de grève.



Dans les mines Sud-Africaines (Norma)

Ce mouvement est très important puisqu'il semble toucher plus de 75 % des travailleurs, voire 90 % pour les conducteurs noirs des bus municipaux. A Soweto, semblable à un « cimetière » selon des témoins, les rues sont désertes, les résidents demeurant chez eux. Les bus arrivent vides à Johannesbourg. Les entreprises et les bureaux de la ville sont quasi vides.

C'est après un week-end très calme dans toute la région de Johannesburg, à la différence de celle du Cap, où 7 métis ont été tués, que des tracts en langue zouloue et Sotho ont été distribués. Ils appellaient les travailleurs à rester chez eux et à ne pas descendre dans la rue pour éviter tout incident.

Ces tracts demandent la libération de près de 300 dirigeants noirs emprisonnés à la suite des premières manifestations en juin dernier, l'abolition de l'éducation et de l'administration bantoues (c'est à dire réservées aux africains).

Ces mots d'ordre ont été lancé par le Conseil Représentatif des Etudiants de Soweto (SSRC), dont le leader, Tietsi Mashinini est activement recherché.

Cette nouvelle grève des travailleurs noirs survient à quelques jours du voyage de Kissinger en Afrique du Sud, et au début d'une intense activité diplomatique. Elle risque de bousculer le plan de transition et d'aménagements modérés prévu par le secrétaire d'état américain. Elle coïncide également avec le 10ème anniversaire de l'accession de John Vorster au poste de premier ministre et l'ouverture du congrès national du Parti National au pouvoir.

A l'occasion de ses dix ans de ministère Vorster est intervenu à la télévision pour préciser le sens de ses réformes futures. Alors que les métis et les indiens seront *« associés »* aux prises de décision les concernant par le biais d'un cabinet « mixte », il ne sera pas question de modifier la situation actuelle en ce qui concerne les noirs. *« Les noirs urbanisés exerceront leurs droits dans leur foyer national (...). L'expérience a montré que notre politique est la bonne : qu'il ne doit pas y avoir de représentation de non-blancs au parlement »* a précisé Vorster.

On voit mal dans ses conditions quel résultat la « navette » de Kissinger peut atteindre. *« La probabilité que le voyage de Kissinger en Afrique se solde par un résultat positif est faible »* écrit à ce sujet le New York Times. Oui, le bunker raciste d'Afrique du sud ne peut que se fissurer toujours davantage sous les coups de boutoirs des masses noires. Les 200 morts et les milliers de blessés noirs et métis depuis le mois de juin n'ont fait que décupler le mouvement de révolte et aidé à sa clarification. Il est bien tard « docteur » Henry.

F. Tenaille

Les réactions à l'annonce des futures élections législatives espagnoles

Manuel Azcarate

(PCE)

« Le Président Suarez a de nouveau fait référence, comme dans son discours-programme, à la nécessité de rétablir la souveraineté du peuple, mais je pense que ses propositions ne conduisent pas à cet objectif.

Il y a d'abord une question de procédure (...)Depuis longtemps, l'opposition démocratique s'est prononcée en faveur d'une négociation. Mais le gouvernement Suarez, sans entamer des consultations et encore moins négocier avec l'opposition, publie son projet de réforme. Cette attitude dément la proposition de négociations qu'a faite le gouvernement. Quant à la voie proposée par le président Suarez elle ne fait en fait que répéter ce qu'avait dit le gouvernement Arias-Fraga, de réaliser les élections avant juillet. Mais l'histoire espagnole connait de tristes expériences de falsification d'élections. Dans les déclarations de Suarez sont totalement absentes les conditions minimales permettant une consultation électorale authentique, c'est-à-dire la garantie d'une liberté totale pour tous les partis politiques, et le fait que les Cortes élus soient constituants ».

Joaquin Ruiz Gimenez

(gauche démocratique - démocratie chrétienne, appartient à la Coordination démocratique)

« Par rapport au projet de loi envoyé aux Cortes, il faut répéter (...) notre insatisfaction de ce que ce projet ne soit pas le fruit d'une authentique négociation avec les différents secteurs de l'opposition démocratique. On peut comprendre pourquoi le président entend ménager les institutions du régime, mais elles ne représentent pas la volonté du peuple ».

Marcelino Camacho

(Commissions ouvrières)

« Je dirai d'abord que le discours est d'une grande abstraction. Rien n'est précisé. Tout au long du Du discours on parle des lois fondamentales

(Lois constitutionnelles franquistes) c'est-à-dire que le point de départ est la législation actuellement en vigueur ...».

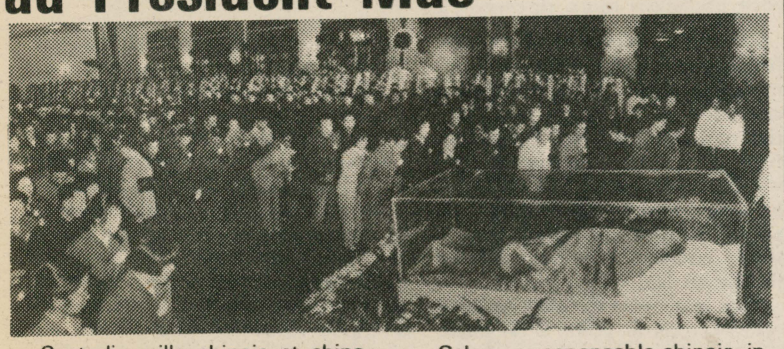
Commission exécutive du PSOE

« (...) ce projet de réforme a été élaboré selon les méthodes autocratiques traditionnelles du régime. Le gouvernement tente de tromper l'opinion en prétendant que son projet de loi a été discuté avec l'opposition. Il faut qu'une chose soit claire : le gouvernement n'a entamé aucune négociation avec l'opposition (...) Un projet de ce caractère ne permet pas au peuple de choisir librement ni d'exercer authentiquement sa souveraineté populaire. (..)Le gouvernement continuera à n'avoir aucun consensus du pays et à agir seulement comme un pouvoir de fait ».

international

A Pékin

La population rend un dernier hommage au Président Mao



Cent dix mille chinois et chinoises ont, selon la presse officielle, rendu samedi et dimanche un dernier hommage au président Mao devant sa dépouille mortelle. Celle-ci a depuis lundi matin, été placée dans un grand cercueil de verre dans la salle où elle est exposée depuis samedi au Palais du Peuple, à Pékin. Haut de près d'un mètre, le grand cercueil de verre laisse une parfaite vision de la dépouille de Mao. Il est placé au fond de la salle, sur un grand catafalque recouvert d'un grand linceul blanc et entouré de plantes vertes et en particulier de syprès, symbôle d'éternité.

Devant la catafalque, une petite couronne de fleurs aux tons doux *« la plus belle et la moins officielle parmi les centaines disposées autour de la salle »*, selon un témoin, a été dediée à Mao par sa veuve, Mme. Chiang Ching : « *Votre élève et votre compagnon d'armes* » déclare notamment le ruban barrant la couronne. Au dessus du cercueil, un portrait géant bordé de noir est surmonté d'une grande banderolle : *« Honorons avec une douleur extrême la mémoire du président Mao-Tse-Toung, notre grand dirigeant et notre grand éducateur ».*

Selon un responsable chinois, interrogé lundi par un correspondant de l'A.F.P., le président Mao-Tse-Toung aurait demandé à être incinéré. Il devait par la suite rejouter : *« Si le président Mao-Tse-Toung est incineré, cela sera conforme à sa volonté , mais s'il ne l'est pas, cela repondra au souhait du peuple ».* Au cours de la conversation le courrespondant de l'A.F.P. lui demanda si la *« succession étonnante de catastrophes et de phénomènes naturels - pluie de météorites, tremblements de terres- »* qui, dans l'ancienne société étaient interprétés comme les signes de la fin d'un règne, d'une dynastie, pouvaient être interprétés de la même façon aujourd'hui. Le fonctionnaires chinois lui répondit alors : *« Non. Seules les personnes agées y croient encore. Mais effectivement, que l'on y croie ou non, il y a eu une série étonnante de coïncidences ».*

A l'issue de cet échange le fonctionnaire chinois lui déclara : *« Je suis vraiment très heureux pour vous de voir que vous allez rendre un dernier hommage au président Mao. Moi je ne le pourrai pas. »* Et prononçant ces derniers mots il a fondu en larmes.

Marchais et Mao Tsé Toung

CENT FLEURS... NATIONALES

G. Marchais — « Je n'ai jamais rencontré Mao Tsé Toung. Nous avons avec le Parti communiste chinois des divergences sur la situation internationale, sur la conception de la société socialiste. Nous ne voulons pas construire une société socialiste qui ressemble à celle de la Chine, ni d'ailleurs à celle de l'Union soviétique, nous voulons réaliser chez nous une société socialiste aux couleurs de la France.

Depuis pas mal d'années déjà notre thèse est que même s'il y a des différences, des divergences entre les partis communistes, celles-ci ne doivent pas empêcher qu'il y ait entre eux des rapports normaux, des relations de solidarité.

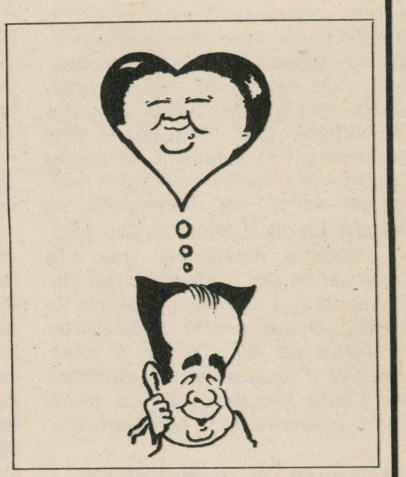
Nous avons toujours invité le Parti communiste chinois à nos congrès.

Des délégation de parlementaires ont été invités en Chine, les communistes en étaient, on leur a refusé leur visa. Même des messages ont été repoussés.

Nous, nous considérons que la Chine fait partie du monde socialiste et que le Parti communiste chinois fait partie du monde communiste.

Mao Tsé Toung a joué un rôle considérable dans la fondation du Parti communiste chinois dans la Longue Marche et la victoire de 1949, dans la lutte pour tirer ce pays de la misère en un temps très court.

Donc, sans tomber dans le culte de la personnalité dont nous sommes guéris à jamais, considérant le rôle des dirigeants dans l'histoire, il est normal que le PCF rende hommage à Mao Tsé Toung.»



Ces remarques de Georges marchais ne sont pas, en elles-mêmes profondément nouvelles. Ce qui est nouveau, c'est l'insistance et la fermeté avec lesquelles elles sont redites.

La politique du PCF dans le conflit qui oppose le PC chinois et le PC soviétique a toujours été louvoyante : déjà, à la fin des années 50 et au début des années 60, Maurice Thorez lui-même, tel que le raconte Philippe Robrieux, avait tenté de nouer des liens directement avec Mao Tsé Toung en opposition à la fraction krouchtchévienne. Dans les conflits inter-bureaucratiques, des tentatives d'alliance ou de manœuvres apparemment contre nature, ont été fréquemment projetées et réalisées de cette façon.

Lorsque le conflit faisait rage, le PCF s'est lancé beaucoup plus inconditionnellement dans un soutien à l'URSS contre Mao. Cela a donné lieu à une chasse aux maoistes en France, les militants du PCF n'hésitant pas à attaquer physiquement les maoistes (comme ils l'avaient fait des trotskystes auparavant) et à interdire leurs meetings. C'était l'époque où les directions soviétiques et chinoises se qualifiaient réciproquement de « trotskystes contre-révolutionnaires ». Mais même dans cette période, comme le rappelle Marchais, le PCF continua à envoyer des délégations en Chine, essyant chaque fois un refus et le dénonçant violemment.

Dans sa déclaration, Marchais plaide une politique plus systématique : *« Depuis pas mal d'années déjà... (?).. les divergences entre les PC »* ne devraient pas *« empêcher qu'il y ait des rapports normaux et des relations de solidarité.»*

Au lieu des négociations secrètes internes à la bureaucratie, Marchais plaide pour un débat public mais en prenant soin d'insister sur le fait que *« cela ne doit pas empêcher des rapports normaux ».*

Se faisant ainsi l'entremetteur entre les deux bureaucraties ennemies, Marchais ne fait que donner plus de poids à l'argument qui les motivent tous : la conception d'un socialisme *national*, la définition du socialisme spécifique dans chaque pays. Pas de « médèle » russe, pas de « modèle » chinois, après Berlinguer, les Espagnols, en parti les Roumains et d'autres, Marchais accentue donc les courants polycentristes et cultive les cadres nationaux, remplaçant « l'internationalisme » par une simple « solidarité nationale ».

Si Marchais affirme que le PCF est *« à jamais guéri du culte de la personnalité »*, il n'en profite pas moins pour avancer un nouveau culte, celui du *« socialisme aux couleurs de la France ».*

La crise du système stalinien s'aiguise chaque jour un peu plus dans le sens d'une adaptation des PC à une politique nationaliste : ils poussent ainsi dans sa logique ultime le cadre de la « construction du socialisme dans un seul pays », théorie qui a présidé à la contre-révolution stalinienne en URSS.

Gérard Filoche

aux quatre coins du monde

Madagascar
Le gouvernement dissout une organisation d'extrême-gauche

La radio nationale malagache vient d'annoncer la dissolution du MFM-MFT (« Les petits au pouvoir »). Créé en 1972 par Manandafy après sa sortie du MONIMA, cette organisation a joué un grand rôle lors de la chute du régime de Tsiranana. Son influence est importante dans les milieux lycéens et auprès des chômeurs (« Zoams »). La mesure de dissolution semble être en rapport avec les mobilisations actuelles dans les écoles techniques et à l'université. Initiatives dans lesquelles le rôle du MFM-MFT est patent.

Cette mesure scandaleuse qui illustre la nature du régime Ratsiraka ne nous étonne pas et réduit à néant sa démagogie populiste qui avait pourtant abusé le MFM. En effet, et nous avions polémiqué alors avec cette organisation, elle avait voté en faveur du livre rouge du président Ratsiraka lors du référendum de 1975. Cet opportunisme tactique fut rompu peu après. Depuis, le MFM s'était lancé notamment dans une campagne pour une véritable réforme agraire immédiate.

Comme nous l'avons fait en 1972 avec les camarades à l'origine du MFM, nous les assurons de toute notre solidarité et nous nous élevons contre ce décret arbitraire.

Bangla-Desh
Anniversaire d'un coup d'état

« Plus de 3 000 personnes ont été arrêtées au Bangla-Desh en août dernier à la suite de manifestations organisées à travers le pays, à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Sheik Mujibur Rahman », annonce l'hebdomadaire du PC indien (pro-soviétique).

Le 15 août 1975, Sheik Mujibur Rhaman, président du Bangla-Desh depuis sa sécession d'avec le Pakistan en 1971, était assassiné par un groupe de militaires. Cet assassinat mettait fin au régime despotique et corrompu de Sheik, jadis populaire Bangabandhu (ami du Bengale). Il ouvrait une période de luttes de clans au sein de l'armée dont le Général Ziaur Rahman sortit vainqueur.

Gageons que ce n'est pas par humanité que le PC indien se soucie du sort des prisonniers bengalis (il pourrait d'ailleurs aussi balayer devant sa porte, lui qui soutient inconditionnellement la politique d'Indira Gandhi, l'état d'urgence et la répression), mais bien plutôt en raison de l'enjeu que représente le Bangla-Desh pour l'Inde dans l'équilibre des forces en Asie. A la politique favorable à l'Inde de Sheik Mujibur Rahman, a succédé un réalignement des alliances. La reconnaissance du Bangla-Desh par la Chine à la suite du coup d'état, le rapprochement de Dacca avec le Pakistan ne peuvent qu'inquiéter New-Delhi et Moscou.

C.C.

REACTIONS APRES LA MORT DE MAO

communiqué de presse

Révolution - Afrique

l'Organisation des Communistes Africains : Révolution Afrique, qui regroupe des militants issus des masses ouvrières et paysannes et qui lutten contre l'exploitation des travailleurs immigrés en France, et pour la construction du Parti Révolutionnaire en Afrique, expriment à l'occasion de la mort du Président Mao-Tsé-Toung, la profonde solidarité avec la Parti Communiste Chinois, et le peuple chinois.

La lutte du peuple chinois sous la direction du camarade Mao-Tse-Toung, et la victoire de la révolution chinoise, l'instauration de la dictature du prolétariat en Chine, sont des acquis fondamentaux pour tous les peuples du monde. Elles ont profondément changé le rapport de force entre les peuples et l'impérialisme, permettant par-là même, les luttes et les victoires des peuples d'Asieet d'Afrique. L'oeuvre théorique et pratique du Président Mao-Tsé-Toung, est un apport fondamental à la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme, en ce qu'elle a concrétisé devant les peuples et leurs avant-gardes, la nécéssité et les moyens de la rupture avec le révisionnisme stalinien. Elle a révélé aux peuples du tiers-monde les capacités révolutionnaires de la paysannerie, mobiisée sous la direction du Parti du prolétariat. La révolution chinoise a montré par la pratique que la poursuite de la lutte des classes pour la dictature du prolétariat est la seule façon d'éviter le danger de bureaucratisation à l'intérieur du Parti et de l'Etat, et la restauration du capitalisme.

C'est ainsi, qu'a été rendue possible la transformation radicale des conditions de vie de millions de paysans et d'ouvrier chinois.

L'O.C.A. exprime sa conviction que malgré la mort du camarade Mao-Tsé-Toung, les peuples du monde et le peuple chinois sauront progresser dans la voie tracée par la révolution chinoise sous la direction de Mao-Tse-Toung, jusqu'à la victoire finale du prolétariat sur la bourgeoisie à l'échelle mondiale.

Secrétariat Politique de l'OCA (Révolution Afrique)

A propos d'un silence

Le débat sur l'avenir de la politique extérieure chinoise ne va pas manquer d'être rouvert par la mort de Mao Tsé Toung. A cette occasion l'OCA - Révolution Afrique nous a demandé de faire connaître son communiqué. Quelques soient nos divergences sur la politique intérieure de la direction chinoise, il nous semble pour le moins paradoxal que des camarades africains, a priori les mieux placés pour en connaître les effets, fasse l'impasse sur la politique extérieure chinoise en Afrique, même dans un texte de circonstance.

Les camarades de l'OCA-RA auraient ils oubliés la réconciliation chinoise avec Mobutu du Zaire, assassin de Lumumba et de Mulele, à la solde de l'impérialisme américain ? Comment analysent-ils l'accueil triomphal de Ahidjo à Pékin par Mao et Chou en Lai. Que l'on sache, Ahidjo, assasin de Ouandié et de milliers de révolutionnaires de l'Union des Population du Cameroun (UPC) reste l'homme de main de Foccard et de l'impérialisme français ? Comment ommetre aussi l'accueil non moins triomphal de Mao au vieux despote sanguinaire que fut Hailé Sélassié, un des alliés les plus sûrs des Etats UNis et auteur de massacres contre les masses ethiopiennes ou erythréennes ? Et que dire de l'appui de la Chine aux exactions de Nemeiry qui assassina des centaines de communistes en juillet 1971 ? Faudrait-il rappeler encore l'attitude contre-révolutionnaire de la Chine lors du conflit angolais, son soutien indécent aux fantoches de l'UNITA, auteurs des charniers de Lobito ? Serait-ce là pour les camarades de l'OCA-RA des « bavures » de l'état ouvrier chinois que l'on pourrait se dispenser de se rememorer ? Les faits en ce domaine sont trop nombreux et l'OCA-RA les connait. Alors, pourquoi cette incantation apolitique et méséducative ? Pourquoi oublier le désarroi causé à des centaines de militans africains, y compris maoistes, par l'attitude de la direction chinoise ? Les camarades seraient-ils prêts à défendre l'idée selon laquelle on peut être marxiste-léniniste par rapport aux masses chinoises et opportunistes ou contre-révolutionnaires par rapport au prolétariat bengli, cinghalais, soudanais, iranien ou angolais ?

Les camarades insistent dans leur texte sur la « rupture avec le révisionnisme stalinien », fort bien. Mais quelle rupture en Afrique ? Seraient-ils prêts à défendre les applications de la théorie du « bloc des quatre classes » au Congo ou au Mali ? Certainement pas. Nous pensons, pour notre part, que la révolution africaine n'a rien à gagner à dissimuler les échecs où les ont conduit les politiques d'Etat de l'Union Sovietique et de la Chine (suivant des logiques spécifiques s'entend), et les adaptations des théories staliniennes et maoistes.

F. Tenaille

Réunion de la Direction Politique Nationale du PSU

Une plateforme en cinq points contre le plan d'austérité

La direction politique nationale du PSU s'est réunie le weekend dernier, avec deus sujets à son ordre du jour : la situation politique et la préparation des municipales.

Sur le premier point, la déclaration adoptée (1) estime que *« le gouvernement Barre, sous couvert de lutte contre l'inflation, entend mener une politique d'austérité renforcée, s'appuyant sur une pseudo-concertation. Cette politique, en dépit de ceux qui, à gauche, souhaitent son succès partiel, est promise aux mêmes échecs que celle de Chirac-Fourcade et se traduira par une aggravation de l'autoritarisme et de la répression ».*

« Face à cette situation, la lutte contre la politique d'austérité est un objectif primordial, ajoute la direction du PSU. *Cette lutte doit s'organiser et se développer à travers des actions rassemblant tous ceux qui sont victimes de cette politique capitaliste ».* Une plateforme en cinq points (voir ci-contre) est d'ailleurs proposée à la discsussion *« de toutes les forces du mouvements ouvriers et populaire, en vue de riposter dans l'unité à la politique d'austérité du gouvernement Barre»*

Gouverner avec Giscard c'est capituler

D'autre part, la déclaration souligne que *« Giscard est prêt à tout faire pour éviter une victoire électorale de la gauche et, s'il échoue, pour l'empêcher de gouverner. C'est pourquoi se dessinent une série de manœuvres politiques visant à dissocier l'union de la gauche pour établir un compromis avec certaines forces. Il est donc de plus en plus clair que pour la gauche, accepter de gouverner sous la présidence de Giscard, ce serait capituler ».*

Mais les dirigeants du PSU restent vagues sur les moyens concrets d'éviter une telle capitulation. Michel Mousel, répondant à la question d'un journaliste sur ce point précis, devait, notamment, émettre l'hypothèse que l'assemblée élue majoritairement à gauche se donne des pouvoirs constituants pour mettre en échec les manœuvres de Giscard. La déclaration, de son côté, se contente d'expliquer que *« la mobilisation des travailleurs est indispensable à la victoire contre la droite »*, et que *« cette mobilisation permettra de faire échec à toute tentative d'imposer aux travailleurs une pause sociale comme à toute contre-offensive de la bourgeoisie ».*

Contacts exploratoires

Sur la préparation des municipales, Michel Mousel a révélé que, lors d'une rencontre unitaire avec le PCF, celui-ci ne s'était pas montré opposé au principe d'une participation du PSU dans les listes d'Union de la gauche. Des contacts exploratoires, à tous les niveaux, ont d'ailleurs été pris par les fédérations départementales pour envisager des listes unitaires. *« De toute façon,* a précisé le secrétaire national, *là où il n'y aurait pas d'accord possible, nous présenterions des listes autonomes du courant autogestionnaire ».* La question de la tactique du PSU aux élections municipales de 1977 doit être définitivement tranchée lors du Conseil national qui se tiendra les 12 et 13 octobre prochains (2).

Celle-ci, d'autre part, a fixé le congrès du parti à la mi-février, avec à son ordre du jour l'étude d'un « programme pour l'unité populaire vers l'autogestion socialiste ». Elle a également manifesté sa solidarité avec les militants corses arrêtés ces jours derniers, parmi lesquels Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU, et à l'occasion du troisième anniversaire du putsch militaire au Chili, avec *« l'ensemble des travailleurs chiliens et des forces politiques qui les représentent, touchés par la répression sauvage menée par Pinochet et ses sbires au service de l'impérialisme US ».*

P.J.

(1) Un certain nombre de membres de la DPN se sont abstenus ou ont voté contre.
(2) Le rapport d'activité de la direction qui sera présenté à cette occasion n'a naturellement pas été voté par ce qu'il est convenu d'appeler la « minorité » de la DPN.

Cantonales partielles d'Avignon

Le candidat de la droite en ballotage

Le premier tour de l'élection cantonale partielle d'Avignon-Nord-Le Pontet a vu la mise en ballotage du candidat de la droite, Derhoudile, ceci en raison de la très faible participation du corps électoral (45 % contre 58 % en mars dernier).

Derhoudile, avec 53,9 % des suffrages exprimés, n'obtient cependant pas les 25 % d'inscrits nécessaires à son élection. Cette faible participation doit s'expliquer non seulement par la nature de ces élections (élections cantonales), mais aussi par la date (début du mois de septembre), alors que la rentrée sociale n'a pas encore vraiment eu lieu.

Alors que cette élection partielle ne preanit pas le poids d'un enjeu national, la campagne électorale est démeurée morne et sans enthousiasme. Les résultats obtenus par les partis ouvriers vont dans le sens de la tendance des derniers résultats nationaux, à savoir : une augmentation persistante des voix du Parti socialiste : de 25,5 % en mars à 30 % aujourd'hui ; une accentuation du tassement des voix du Parti communiste : de 21,2 % en mars à 14,5 % aujourd'hui.

Dans cette campagne peu politisée, il était probable que les révolutionnaires soient minorisés. C'est donc sans surprise que le candidat unitaire PCU-LCR observait un recul. Le PSU obtenait seul 3,3 en mars, le candidat unitaire obtient 1,6 % aujourd'hui.

Est-ce pour autant un échec ? La plateforme unitaire, sans abiguité ni concessions vis à vis du Programme commun, a certainement délimité avec plus de précision l'électorat de notre candidat. Mais il serait illusoire de croire qu'une autre candidature, sur une plateforme plus floue et moins claire, aurait permis un score sensiblement différent. L'affirmation d'un pôle révolutionnaire unitaire, au contraire, aura suscité un intérêt certain chez les militants avignonnais pleins de défiance face à l'Union de la gauche.

Quand à Derhoudile, sa position habituellement confortable est maintenant menacée par ce ballotage. Lors du deuxième tour, le vote des abstentionnistes de dimanche pourrait permettre à Edgar Bousquet, candidat du Parti socialiste, sur lequel doivent se reporter toutes les voix ouvrières, de mettre en échec le candidat de la réaction

Le PSU et la LCR devaient se rencontrer lundi soir pour élaborer un communiqué commun.

Correspondant Avignon

Pour quelques voix de plus

Interrogé lundi, lors de la conférence de presse du PSU, sur le résultat de l'élection partielle d'Avignon, Michel Mousel a simplement déclaré : « Nous regrettons le type d'accord passé par notre section avec celle de la LCR, tant par la forme que dans le contenu. Nous pensons notamment que la façon de s'exprimer vis-à-vis de la gauche était trop brutale. Le recul extrêmement net sur le plan électoral a confirmé nos craintes. »

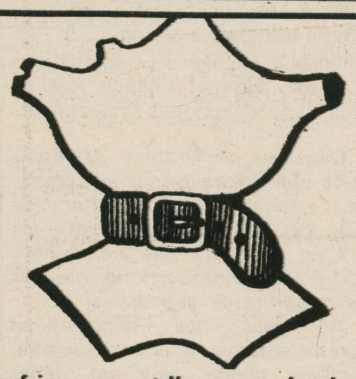
Sur le plan de l'arithmétique électorale, l'argumentation n'est guère convaincante. Toutes les élections partielles, ces derniers mois, ont marqué un tassement de l'audience *électorale* de l'extrême-gauche, PSU compris, du fait d'une polarisation croissante, lors des votes, autour des candidats de l'union de la gauche. Et ce n'est pas les résultats de l'élection législative partielle de Tours - conséquence d'une division lamentable des révolutionnaires - qui permettront à Mousel de dire que le chacun pour soi vaut mieux que l'unité.

Mais le commentaire du secrétaire national du PSU a une autre portée. En tirant un trait d'égalité entre une plate-forme clairement critique vis-à-vis du programme commun et un recul électoral, il ouvre la voie à un dangereux opportunisme électoraliste. En gros, en étant moins clair, on aura plus de voix. Se battre pour le socialisme autogestionnaire, cela veut-il dire gommer les divergences avec les réformistes pour quelques suffrages supplémentaires

P.J.

La plateforme en cinq points proposée par le PSU

1°) Refus actif de tout impôt supplémentaire sur les revenus des travailleurs.
2°) Lutte contre les privilèges fiscaux de la bourgeoisie, pour une taxation sévère du capital, de ses revenus et de la spéculation
3°) Blocage de la hausse des tarifs publics, des loyers et des charges.
4°) Refus de payer la crise :
— par le développement de l'action contre les licenciements et l'exode rural
— par l'exigence d'un revenu minimum garanti pour tous sur la base de 2000 F mensuels revendiqués par les organisations syndicales ouvrières ;
— par la réduction du temps de travail, sans perte de salaire : 35 heures hebdomadaires, cinquième semaine de congès payés, retraite à 60 ans.
5°) Lutte contre le plan de restructuration capitaliste contre la privatisation des entreprises nationalisées ou des services dits publics, refus de la désertification : maintien et développement des potentiels économiques régionaux.



Dans 8 jours, Barre présente son plan d'austérité

A LA RECHERCHE DU CONSENSUS...

Neuf jours avant l'annonce du plan Barre, au terme d'une semaine de consultations, où en sommes nous ? La lecture des songades publiés lundi par *Le point* et l'*Express* donne une idée de l'enthousiasme soulevé par Barre. Selon l'IFOP 4% des personnes interrogées pensent qu'il va réussir dans sa lutte contre l'inflation. Pour la SOFRES seules 5% croient que ses mesures seront efficaces. Voilà pour la confiance.

Ces sondages annoncent également la couleur. L'IFOP dans *Le Point* suggère trois mesures pour « freiner l'inflation » : le blocage des revenus au-dessus de 7 000 F le surimpôt pour les revenus au-dessus de 5 000 F par mois un impôt modéré sur le capital. Elles obtiennent respectivement 80%, 43% et 58%. Ce qui indique la tendance. Le libellé des questions permettant de faire accepter d'abord un contrôle des revenus, ensuite un impôt *modéré* sur le capital. Lequel impôt est d'ailleurs exclu poru l'immédiat.

Ainsi se prépare l'engrenage dans lequel Barre veut entraîner les travailleurs. Acceptez le blocage des revenus à partir d'un certain seuil, et puis l'habitude aidant...

Du point de vue de la bourgeoisie fran çaise, une politique d'austérité s'impose. Elle va de soi. Personne ne la conteste. Un seul problème se pose : comment la faire passer ?

Doit-on négocier avec les syndicats ouvriers son aval, comme en Angleterre ou en Allemagne ? Les déclarations de Séguy et Maire la semanine dernière l'excluent. Peut-on tabler sur une neutralité bienveillante du PS et du PC, comme en Italie ? L'apparente fermeté du PC et les petites phrases de Marchais à la fête de l'Huma ne permettent pas de l'espérer. Alors ?

Et bien, ils tentent l'esbrouffe. Barre prépare son plan, fait travailler ses experts, tourner ses ordinateurs tout en orchestrant une campagne idéologique de grand style. On va réduire les inégalités, stabiliser équitablement le pouvoir d'achat et accelerer la lutte contre la fraude fiscale. On ne cherche plus à isoler le facteur sécheresse. Puisque, comme dit le *Figaro* « la perspective d'un impôt spécifique « affecté » à l'agriculture, a rencontré dans le pays de sérieuses oppositions » on va globaliser les problèmes. Ce qui va permettre une série de déclarations et de mesures mineures démagogiques. On espère tromper ainsi une partie de la classe ouvrière et trouver le « consensus » nécessaire à la réalisation du plan.

C'est ce qu'a suggéré J.J. Servan-Schreiber dans un livre à paraître sous le titre « l'arme de la confiance » : « Comme il n'y a grâce au ciel, à l'horizon, ni guerre, ni drame extérieur qui s'annoncent pour venir nous offrir l'unité nationale ; il faut donc la recréer de notre propre volonté . ».

Trois types de mesures sont annoncées lundi par la presse bourgeoise. Elles indiquent sur quelles cordes le gouvernement va jouer sa musique pour tenter d'endormir les travailleurs :

— la réduction des inégalités : on va taxer les tabacs et les alcools de luxe, augmenter la vignette auto sur les grosses cylindrées. On parle de supprimer les avantages fiscaux à partir d'un certain seuil de revenus, d'être plus sévère pour le crédit etc...

— la stabilisation « équitable » du pouvoir d'achat : derrière les belles formules Barre reste volontairement dans le flou. Il ne chiffre pas le niveau de cette « stabilisation ». Le sondage IFOP publié par le point parle de 7 000 F., après les rumeurs de l'Aurore la semaine dernière sur 3 000 F.

— l'accentuation de la lutte contre la fraude fiscale : *La vie Française* de cette semaine publie une enquête du Centre des revenus et des coûts et en déduit que les dissimulations de revenus réels peuvent dépasser largement les 100 % du revenu réel. Elle y situe les professions libérales, les patrons de l'industrie et du commerce ainsi que les gros exploitants agricoles.

Mais on connait l'efficacité du contrôle fiscal de l'Etat. Certains contrôles sont opérés avec grands fracas, mais au total ils cachent de grandes fraudes, à commencer par celles du patronat.

En plus de ces mesures présentées dans la presse de lundi, les déclarations de Barre à ses interlocuteurs laissent entrevoir quelques promesses pour les artisans. Ainsi a-t-il promis de ne pas toucher à la loi Royer sur le commerce et l'artisanat.

Mais derrière ces nuages de fumées ils n'y a aucun doute à se faire. Barre prépare des attaques d'envergure. Quelques astuces ne suffisent pas en nous en détromper. Que ce soit sur la sécurité sociale, que ce soit sur les salaires et l'emploi, il maintiendra le cap des sacrifices, sur notre dos.

J.Y.T.

Le procès des militants du FLB

Le défilé des témoins

La troisième journée du procès des membres du FLB-ARB a permis l'audition des nombreux témoins de la défense commencée vendredi dernier. Une trantaine de témoins étaient cités pour venir expliquer les motivations des inculpés.

Première constatation qui dur frapper le tribunal : les témoins, loin d'être les idéalistes chevelus et barbus qu'il croyait voir défiler, étaient tous des hommes d'âge mûr, de profession élevées, généralement chargés de responsabilités.

Certains témoins vinrent déposer sur la personnalité de Pierre Loquet qui fait ici figure de principal accusé. Des amis de longue date, qui certifièrent l'estime générale qui entoure Loquet dans la région Nantaise. Loquet, lui, toujours fidèle à sa ligne de conduite adoptée dès son arrestation, se refuse à tout commentaire, à toute déclaration. *« Je veux,* a-t-il expliqué lui même au début de ce procès, *être jugé par le peuple breton, pas par votre justice d'exception ».*

Mais ce procès est aussi une tribune pour les autonomistes qui viennent témoigner de la situation en Bretagne« Trois grands thèmes se dégagent, nourris par une multitude d'exemples :

— La situation économique en Bretagne est catastrophique, le chômage se développe, l'implantation industrielle est incohérente, le remembrement au service des riches, l'écologie est massacrée par l'implantation de camps ou bases militaires.

— La culture et l'identité régionale en butte à une volonté manifeste du pouvoir de l'écraser et d'enfermer les minorités dans un moule unique.

— La gouvernement français n'a même ^as voulu écouter les autonomistes, ce qui a amené certains à l'action violente afin d'obtenir des résultats.

Jean Gilbert du CAP

Affaire Dassault-Kay-De Vathaire

Dassault toujours sûr de lui

Alors que l'on parle de plus en plus d'un probable retour de Jean Kay en France (son avocat, Mº Varaut, l'aurait rencontré en Suisse pour négocier la chose) quelqu'un se faisant passer pour Jean Kay a téléphoné hier à TF1 pour indiquer que les 800 millions disparus auraient été remis aux phalanges libanaises afin qu'elles achètent des armes.

De son côté, Marcel Dassault, mis en cause par l'hebdomadaire « Le Point » reproduisant une accusation de fraude fiscale proférée par De Vathaire, a adressé à ce journal une lettre où il déclare notamment : «Puisque vous avez réussi à percer le secret du fameux dossier de M. De Vathaire, j'estime que vous avez eu raison d'en parler car, ainsi, sont démenties toutes les rumeurs : de complot international contre la société Avions Marcel Dassault ; de divulgation de secrets de défense nationale ; alors que ce dossier se ramène à une simple affaire supposée de fraude fiscale ». Enfin le PSU a demandé une enquête sur « l'affaire Dassault-De Vathaire », tandis que Claude Estier, au nom du PS, demande « que la lumière soit faite au plus vite ».

De Vathaire ? Jean Kay ? Dassault ? De quel côté exactement s'engagera l'enquête, et surtout jusqu'où peut-elle aller ? L'imbroglio semble total, et pourtant quelques certitudes semblent se dégager.

Tout d'abord il est maintenant établi qu'il existe un dossier qui a servi de base à un chantage.

Deuxième certitude : Dassault ne semble pas autrement inquiet par ce fameux dossier. Est-ce parce qu'il ne contient rien ou parce qu'il a l'assurance qu'il est inexploitable tel quel ?

C'est dans ce cadre qu'il faut poser la question de la publication par « Le Point » des accusations de fraude fiscale dont est gratifié Dassault par De Vathaire. Cet hebdomadaire est en effet tout aussi lié au gouvernement que l'est l'avionneur Dassault, et l'on doute que, sur une affaire de cette importance, « Le Point » ait pris seul une initiative aussi lourde.

Ces accusations ne semblent pas outre mesure désarçonner Dassault. De la fraude fiscale ? fichtre ! voilà qui est bénin ! Pour Dassault en tout cas. Car pour les travailleurs qui seront bientôt confrontés aux restrictions et aux austérités du plan Barre l'impôt n'est pas une question aussi simple.

Les silences complices

En fait tout se passe comme si l'on mettait tout en œuvre pour, d'abord éloigner ce scandale de l'aéronautique (Dassault dans sa lettre au « Point », tout comme dans son interview télévisé de jeudi dernier, a fortement insisté dans cette voie). Ensuite, une fois dirigé vers une explication de fraude fiscale, le dossier perdrait toute sa valeur grâce aux silences complices qui rendraient les preuves impossibles à apporter.

On voit en effet mal le gouvernement ordonner une enquête officielle sérieuse sur M. Dassault. Le secret national, le copinage politique et financier, « l'intérêt supérieur de la France », etc, tout cela c'est sacré.

Dans ce scénario De Vathaire, dont le retour de cavale a été négocié par le bras droit de Dassault, Guillain de Bénouville soi-même, jouerait donc le rôle d'un faux accusateur brouilleur de cartes.

Reste une question quand même d'importance : qui a extorqué l'argent ? Jean Kay a-t-il agit seul ?

Peu probable, tant étaient nombreux ses amis mouillés dans des affaires douteuses, notamment l'affaire Hazan.

Qui était donc derrière ? Patrice Chairoff, dans un article - malencontreusement coupé - paru hier dans nos colonnes, expliquait les relations de Jean Kay avec les réseaux Foccart en Afrique, notamment dans la tentative visant à séparer l'enclave de Cabinda, riche territoire pétrolier, de l'Angola en lutte pour son indépendance. Il expliquait aussi combien était cher et difficile le financement des mercenaires et des barbouzes des réseaux parallèles, surtout lorsque l'un de ses organisateurs les plus prestigieux - Jacques Foccart - n'a plus son bureau à l'Elysée.

Les affaires de la Ve

Or, il est quand même à signaler que tous les protagonistes de l'affaire touchent de bien près soit l'extrême-droite, soit l'UDR et ses officines barbouzardes, et que tous ces gens ont pris depuis longtemps l'habitude de travailler en bonne harmonie.

Par exemple Michel Guillambert protecteur de Bernadette Roels, la petite amie de De Vathaire ancienne des « maisons » de madame Claude, est un (ancien ?) du SAC où il portait le nº matricule 7592, a révélé le « Canard Enchaîné ».

Nous voilà donc de nouveau dans une affaire-spécialité dont la Ve République a le secret. A en juger par la manière dont d'autres affaires du même genre ont été étouffées il est peu probable que la dernière en date connaisse un sort différent.

Même si, au passage, certains en profitent pour régler quelques comptes à d'anciens amis politiques.

Georges Marion

notes politiques

Fusion OC-GOP - Révolution ! les 4 et 5 Décembre 76

En substituant Barre à Chirac, Giscard veut nous faire croire qu'il a changé d'objectif. Or, le gouvernement Barre est une nouvelle manière de faire payer la crise : la tactique du pouvoir consiste à diviser la classe ouvrière (le super-impôt), à préparer l'opinion à une politique d'austérité et de répression sous couvert d'austérité publique. L'Union de la gauche et les confédérations syndicales ont favorisé cette nouvelle offensive de la bourgeoisie en entretenant une politique d'attente des élections, en refusant d'organiser la convergence des luttes face à la crise.

Dans les conditions actuelles, il faut organiser la résistance ouvrière et populaire à cette offensive réactionnaire. Cela signifie que les travailleurs et les paysans exploités n'avaient pas à payer la note de la sécheresse, que l'ensemble des travailleurs et du peuple refusent la politique de la vie chère du pouvoir et son super-impôt, qu'ils refusent aussi l'élimination des petits paysans. C'est aux patrons et à eux seuls de payer les frais d'une sécheresse dont ils ont abondamment profité.

Refusons dès maintenant l'austérité du plan Barre en empêchant la police des salaires, en bloquant les licenciements, en imposant le droit pour les ouvriers et les paysans de vivre et de travailler au pays.

Face aux manœuvres de division, construisons l'unité populaire. Le CC de l'OC-GOP a d'autre part décidé d'arrêter en commun accord avec l'OC-R ! la date de leur congrès de fusion les 4 et 5 décembre 1976.

Communiqué de l'OC-GOP

Militant maoïste remis en liberté

Romain Le Gal, inculpé de reconstitution de ligue dissoute, dégradation de monument public et participation à une entreprise de démoralisation de l'armée a été remis en liberté par la cour de sûreté de l'Etat, vendredi.

Il était en détention provisoire depuis le 12 avril dernier pour avoir collé des affiches anti-militaristes du PCMLF.

Grève de la faim des détenus du FRI

Bernard Mumbert un des inculpés du Front Révolutionnaire International qui avait fait une demande de liberté conditionnelle l'a vue rejetée par les juges d'instruction. D'autre part le comité de soutien au FRI nous informe, qu'une grève de la faim aurait démarré parmi les détenus du FRI de Fleury-Mérogis, afin d'obtenir la libération d'Evelyne Barge, arrêtée après les attentats imputés au FRI. Le FRI affirme qu'Evelyne Barge n'est pas responsable de ces attentats.

Après le grand « convent » de France

FRED ZELLER DEVANT LA « JUSTICE MAÇONNIQUE »

Le docteur Serge Béhar, 52 ans, médecin et écrivain a été réélu grand maitre du « Grand Orient de france » par le conseil de l'ordre de cette obédience à une très forte majorité des voix, annonce la nouvelle direction sortie du « convent » du GODF.

Le communiqué souligne que le docteur Béhar *« poursuivra sans nul doute, avec le conseil de l'ordre et toutes les loges du GODF, la démarche progressive qui a toujours été celle de cette obédience, la plus importante en nombre et en influence sur le continent européen. ».*

Ces mots brefs ont un triple sens. D'abord, d'être un bilan d'auto-satisfaction d'une majorité contestée et réaffirmée : majorité qui tient malgré tout à se présenter comme « progressive » pour ne pas prêter le flanc aux accusations consécutives au « procès Zeller ».

Ensuite, la ré-affimation de la force du GODF, obédience « la plus importante en nombre » pour montrer une capacité d'attraction sur la grande loge et compenser la tentative de celle-ci de se montrer plus « rigide », sans crise publique et donc d'en profiter pour recruter et pour grossir.

Enfin, en soulignant qu'elle est le plus forte sur le continent européen, ce qui évite de mentionner la Grande loge Unie d'Angleterre, qui se considère comme la seule « régulière », qui s'est liée à la puissante maçonnerie américaine (4 500 OOO membres) qui est la plus réactionnaire de toutes les obédiences et qui est en conflit aigu avec le Grand Orient. Dans la maçonnerie française, le GODF en particulier est opposé à l'anglaise tandis que la Grande loge de France est plus « conciliante ». Le GODF a créé le CLIPSAS (centre de liaison et d'information des Puissances signataires de l'Appel de Strasbourg) qui regroupe neuf loges du continent (Italie, Belgique, Allemagne, Hollande, Denmark...).

Fred Zeller n'est pas exclu, a souligné Behar, qui a précisé que « l'affaire » était maintenant du ressort de la commission de conciliation du Grand Orient. Le conseil de l'ordre, a-t-il ajouté, se soumettra à sa décision.

Mais Bernard Montanier qui a la co-responsabilité de la revue *La Brèche* réalisée avec le père Jean françois Six pour favoriser un dialogue entre chrétiens et Francs-maçons, est sommé de l'abandonner.

En vérité, l'offensive de Behar se fait au nom de l'orthodoxie du GODF. Le docteur Behar prétendait hier dans la conférence de presse qu'il a donnée au siège du Grand Orient, rue Cadet, que celui-ci n'était « ni neutraliste, ni apolitique », mais qu'il se refusait à être un « politicien ». Dénonçant la « médiocrité partisane », il a prétendu que les décisions du « convent » et du conseil de l'ordre ne « s'élaboreront jamais dans les bureaux feutrés des coteries électoralistes qui choisissent souvent des modèles éculés et passéistes hérités du 19e siècle.»

La violence du ton n'en est pas moins un aveu...

M. Altonen

Fred Zeller, au temps où il était grand maitre du Grand Orient de France

social

Pour les travailleurs du textile et de l'habillement

DES ANNEES DE LUTTE

Fin juin, 10 entreprises du textile ou de l'habillement étaient en lutte depuis plusieurs mois pour garder leur emploi.

Depuis lors une dizaine d'autres sont entrées en lutte sous des formes diverses contre les menaces de licenciements et les dépôts de bilan.

Face à cette situation des travailleurs de ces secteurs, les fédérations CGT et CFDT de l'habillement ont appelé à organiser une semaine de luttes, dont le temps fort sera le 15 septembre, avec pétitions, délégations, arrêts de travail et manifestations pour un salaire minumum de 2 000 francs la revalorisation du travail, la garantie de l'emploi, laréduction du temps de travail et l'amélioration de la mensualisation.

Depuis le 1er juillet les menaces se sont précisées: chez Boussac 421 licenciements ont été annoncés, chez Rhône-Poulenc textile, à Péage de Roussillon, 800 employés de Schlumpf dans la Moselle sont menacés, leur entreprise ayant été mise sous administration judiciaire depuis fin juillet. Conséquence indirecte de la restructuration de Rhône-Poulenc Textile, 300 travailleurs des teintureries de la Turdine ont été licenciés cette année, 170 aux teintureries, 120 à J.B. Martin (textile), 117 à la filature de Burlington, 35 à Thivel.

Aux tricots St; Joseph, menace de depôt de bilan (1 000 travailleurs menacés), dans la chaussure chez la « Romaine » dans la Drôme, dépôt de bilan : 45 licenciés à leur retour de vacances. Cette semaine, 40 licenciements à Dollfus Noack, 60 au moulinage de Murras. Les travailleuses de Provin-Confection entrent en lutte avec occupation pour conserver leur emploi.

Ils ne sont pas laissés faire !

Que les patrons expliquent que tout cela est dû à la crise ou à des difficultés « financières », etc., ce n'est pas cela qui rendra un emploi aux licenciés et ceux-ci l'ont bien compris.

Loin d'accepter la situation et de compter sur les créations d'emplois promises « pour bientôt », alors que des branches entières et des régions sont concernées, ils ont engagé la lutte pour le maintien des emplois existants, pour le maintien de *leur* emploi. Ils luttent pour ne pas être ceux qui font les frais d'une crise qui permet aux patrons du textile de réassoir leurs profits juteux sur des bases plus rentables pour eux. Les patrons n'ont rien à perdre eux : une entreprise fermée ici, un compte en banque ailleurs, avec de l'argent on se « reconvertit » facilement.

C'est pourquoi, suivant l'exemple des Lip, des tanneurs d'Annonay, les travailleurs de l'habillement et du textile ont mené la lutte sous des formes diverses et ont parfois obtenu des concessions importantes de la part du patronat.

8 Occupations d'entreprises à la CIP (Pas-de-Calais), chez Desombre (Nord), Dreyfus à Barbières, Rehault à Fougères, Donval à Rosporden, aux texTILES St. Sever à Rouen occupation de plusieurs semaines en juin.

— Actions pour des réembauchages supplémentaires aux Tanneries d'annonay où 60 tanneurs sont encore sans emploi, aux tissages Rigautou où a été obtenu le réemploi de 15 travailleurs supplémentaires.

Ces travailleurs ont impulsé des formes de lutte originales : tour de France des conflits, rassemblements, journées portes ouvertes dans les entreprises en lutte, débats recontres et échanges divers.

Attaques multiformes Réponses unifiées

Les réalités vécues dans les différents conflits du secteur textile-habillement sont très diverses. Il s'agit tantôt de multinationales comme Rhône-Poulenc, de groupes nationaux comme les Tanneries françaises réunies d'Annonay, d'entreprises moyennes comme Elastelle ou la CIP, de petites entreprises familiales comme Bourguet. Les unes sont situées dans des petites communes en milieu rural, d'autres comme RPT, où le textile du Nord sont situées dans les grandes agglomérations industrielles.

Mais partout la sécurité de l'emploi est remise en cause. C'est pourquoi devant ces attaques muliples et suivies contre l'emploi dans ces secteurs, les premières revendications à mettre en avant sont bien celles, qui permettent de créer des emplois ainsi que le souligne la Fédération Hacuitex : avancement de l'âge de la retraite, 35 heures par semaine sans perte de salaire, 5° semaine de congès payés, pause plus importantes incorporées au temps de travail.

Ces revendications allient les problèmes de l'amélioration des conditions de travail à la lutte contre le chômage et les licenciements. Pour lutter contre la division entre chômeurs et travailleurs, pour le droit au travail pour tous, c'est bien de ces revendications qu'il s'agit pour l'ensemble de la classe ouvrière.

N.G.

Lettre ouverte de l'UD-CFDT Haute-Saône à propos des arrestations de trois appelés

Nous avons mentionné dans **Rouge** *du 9.9.76. la mise aux arrêts de 3 appelés :Meyer, Paratte et Wachenheim, soupçonnés par la hiérarchie militaire d'avoir participé à la diffusion du bulletin N° 4 du Comité de Soldats de la BA. 116 de Luxeuil.*

Nous signalions, que cette répression avait donné lieu à une importante mobilisation de solidarité syndicale de la part de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Nous reproduisons aujourd'hui l'essentiel de la « lettre ouverte » au colonel de la BA. 116, signée par l'UD-Haute-Saône C.F.D.T. et par l'UL-D.F.X.T. de Vesoul.

Monsieur le Colonel,

... Depuis ces arrestations, il semble très difficile d'obtenir des informations sur les causes et les conditions de leur incarcérations. Un tel silence est-il nécessaire à la défense de la France en temps de paix ? Nous craignons que ce silence ne cache une répression arbitraire à l'occasion d'une enquête. Comment ne pas faire de rapprochement avec l'enquête menée à la suite de l'affaire Peiper, qui est avant tout l'occasion d'une répression anti-syndicale dans la région de Traves ? Rappelons aussi l'incarcération en décembre 1975, sous prétexte de « tentative de démoralisation de l'armée » de militants syndicalistes libérés depuis, sans autre forme de procès.

Le bulletin du Comité de Soldats qui semble à l'origine de la repression à la BA 116 contenait :

— un appel des sous-officiers de la Base à la solidarité avec les soldats

— des informations sur la vie quotidienne à la Base et particulièrement au Centre d'Instruction Militaire

— des revendications sur les conditions de transport des appelés

Lors de son 37° Congrès en mais 1976, la C.F.D.T. s'est déclarée solidaire de la lutte des appelés e militaires de carrière qui remettent en cause les conditions matérielles et morales de l'actuel service militaire, l'arbitraire dans la hiérarchie et le commandement, le rôle de conservation de l'ordre social que le Pouvoir veut faire jouet à l'Armée.

La C.F.D.T. condamne l'utilisation de l'Armée dans les conflits sociaux et son utilisation répressive dans les DOM-TOM. Elle estime que ces missions doivent être redéfinies.

La C.F.D.T. s'est prononcée pour que soit reconnu aux militaires appelés et de carrière le libre exercice de leurs droits constitutionnels et en particulier, le droit syndical.

Sans intervenir sur les formes d'organisation que doivent se donner les appelés et les militaires de carrière, la C.F.D.T. continuera d'agir en particulier pour la reconnaissance du droit d'expression et d'organisation au sein de l'Armée.

C'est pourquoi nous demandons, Monsieur le Colonel :

— de nous faire connaître la situation réelle des appelés emprisonnés à la BA. 116,

—de lever les sanctions arbitraires

—de reconnaître la liberté d'expression des soldats sur leurs conditions d'existence à la BA.116.

Veuillez agréer, Monsieur le Colonel, l'expression de nos salutations disntinguées,

Pour l'Union Départementale C.F.D.T., Le Secrétaire Général, P. Emman, Pour l'Union Locale C.F.D.T. de Vesoul, Le Secrétaire Génaral, J.P. Saturne

vie syndicale

« Antoinette » Reportage sur le Québec...

Dans « Antoinette » mensuel féminin de la CGT de nombreux articles intéressants ce mois-ci.

Le portrait d'Etienette, chercheuse à l'INRA, qui explique les difficultés qu'elle a pu rencontrer : « *une femme doit faire ses preuves, se montrer à la hauteur. Ce qu'un homme n'a pas à faire. On pense aussi qu'on ne peut pas confier à une femme des manipulations qui doivent durer longtemps : « si jamais elle se mariait, si elle avait des enfants ?...»*

- un entretien avec des responsables du SNES sur les problèmes d'orientation.

- un débat dans le courrier sur « *être femme au foyer* »

- une enquête sur les problèmes de la santé dans une cité ouvrière de la banlieue ouvrière : nombre important de maladies nerveuses, manque de médecins, baisse du nombre des consultations de 25 % en fin de mois pour des raisons d'argent...- *Au niveau international* à noter une information sur les discriminations des salaires aux Etats-Unis : entre 70 et 74 l'écart entre salaires masculins et féminins s'est accru de 2 %, si bien qu'aujourd'hui le salaire féminin moyen ne représente que 57 % du salaire masculin ! Et enfin un reportage riche en renseignements sur la situation des femmes au Québec : on y apprend ainsi qu'aucune loi ne protège une femme enceinte, ainsi quand elle va accoucher elle s'inscrit au chômage ! En 73 selon les syndicats eux-mêmes 2/3 des conventions collectives comportaient des discriminations par rapport aux femmes, les délégués syndicaux ayant pendant longtemps non seulement laissé de côté les revendications des femmes, mais même dans certains cas approuvé le système de deux échelles de salaires : une par sexe !

Cela malgré une loi condamnant toute discrimination. Aujourd'hui donc 70 % des femmes gagnent tout juste le salaire minimum. Les organisations syndicales commencent à se sensibiliser au problème et ce d'autant plus que seulement 30 % des femmes sont syndiquées contre 45 % d'hommes.

Ceci dit on trouve encore un certain article 7 de la loi des syndicats professionnel qui stipule qu'encore aujourd'hui un mari peut s'opposer à ce que sa femme fasse partie d'un syndicat ! Il est dommage évidemment que ce ne soit qu'à la fin de l'article que soit signal ée l'existence d journal féministe sans en préciser la nature...

S.T

Sur les intérimaires

Deux brochures CFDT à lire sur les Intérimaires viennent de sortir :

«*Intérim-location de main d'œuvre* » se termine par un guide pratique à l'usage des travailleurs intérimaires et des SSE.

Le N° 63/65Ç des « *Intérimaires en lutte* » se termine lui par un mini guide juridique de l'intérimaire.

Pour avoir ces brochures, les commander :

- la première à l'UR Provence Côte d'Azur CFDT - place des Martyrs de la Résistance - 13100 Aix en Provence.

- la deuxième au syndicat parisien des travailleurs intérimaires CFDT 67 rue de Dunkerque 75 009 Paris.

social

Renault - Sandouville

LA CHASSE AUX SORCIERES

Fin juillet, une semaine avant les vacances, la direction de Renault engagait une procédure de licenciement, avec mise à pied préalable contre J.M.T., employé à la régie depuis cinq ans.

La direction a choisi un moment qu'elle pensait favorable pour réprimer un camarade dont les activités syndicales et politiques lui sont restées en travers de la gorge. Délégué CFDT actif jusqu'en 1975, ayant animé de nomreux mouvements aux presses, candidat LCR aux législatives partielles de la même année, il avait déjà fait l'objet de nombreuses attaques pour ses activités militantes : distribution de tracts syndicaux, prises de parole dans les ateliers. Six avertissements, deux jours de mise à pied.

Démis bureaucratiquement de ses mandats par l'UL-CFDT après les législatives, sous prétexte « d'incompatibilité » des mandats politiques et syndicaux (alors qu'il n'était nullement élu député !), il choisit de se syndiquer à la CGT, après une bataille dans la CFDT pour qu'il récupère son mandat .

Six mois plus tard, à l'expi ration de la période de protection légale envers les anciens délégués, la direction en profite pour le muter dans un magasin, complétement isolé, seul huit heures sur huit, avec déclassement professionnel à la clef. Pour la direction, il fallait frapper vite et fort, car il était probable, que notre camarade serait présenté sur les listes CGT aux prochaines élections, en octobre.

Le prétexte du licenciement ? Lors d'un arrêt maladie, un gardien de l'usine va le contrôler à son domicile et prétend qu'il était absent. Alors que seule la Sécurité Sociale est habilitée à le faire. Puis, la procédure de licenciement est engagée. Le motif invoqué est « absences fréquentes et répétées désorganisant la bonne marche de l'entreprise ». Or, les seules absences du camarade sont dues à des arrêts maladie justifiés par des certificats médicaux ou à des grèves.

Sur la zone industrielle havraise le cas n'est pas isolé. A Renault, aussi, licenciement d'un nouvel embauché pendant sa période d'essai, sans autre raison que d'avoir été maoïste il y a trois ans. A Atochimie encore, deux jours de mise à pied contre un militant du PCF pour distribution de tracts à la sortie de l'entreprise. Enfin, interpellation de militants LCR, suivie d'une enquête en vue d'un procès, pour « *violation de propriété privée* », en fait distribution de tracts à la sortie de Sandouville.

La CGT a pris en charge la défense du camarade de Renault. Elle est également intervenue à propos du licenciement d'Ato. Nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle attitude, face à la montée de la répression. Militants syndicaux, militants politiques, tous sont visés car les patrons ne font pas de différence. Les organisations ouvrières ne doivent pas en faire non plus. Il faut accentuer la riposte la plus unitaire possible, sans exclusives. Contre toutes ces atteintes aux libertés syndicales et politiques, c'est un véritable front unique ouvrier contre la répression qui s'impose.

Correspondant

Licenciement d'un ouvrier agricole

LE DROIT DIVIN D'UN CAPITALISTE AGRAIRE

Récemment, la presse beauceronne, au travers de l'opération paille, nous a présenté les agriculteurs de la région comme généreux et solidaires des petits éleveurs touchés par la sécheresse (néanmoins, la plupart d'entre eux vendaient la paille habituellement détruite). Pendant ce temps, les patrons beaucerons licencient sosu des prétextes futiles.

Ainsi Bouchard, propriétaire d'une ferme de 217 hectares, à Tremblay-les-villages, employant surtout des travailleurs immigrés à des cultures maraîchères de luxe (Choux chinois, fraises des bois) a licencié J.L. Michel, ouvrier agricole qui ne « *comprenait pas bien le principe de la mensualisation* » à la sauce patronale. J.L a de plus l'insolence de manquer de « *formation intellectuelle et de mal conjuguer les contacts humains* ».

2 000 F pour 250 h par mois.

Qu'on en juge... ambauché en février à 2 000 F pour 174 h mensuelles, heures supplémentaires en sus, il en arrive à faire 250 h pou le prix de 174 H. Mais il y a plus insupportable. J.L. que la calamité Bouchard veut faire passer pour un incapable, constatait que les saisonniers qui travaillent de 5 H du matin à 21 H par coupures, totalisant jusqu'à 300 h par mois, n'étant bien entendu payés que pour les heures de travail théoriques. Durant les coupures, les espagnols et les turcs ont tout loisir de s'entasser dans les taudis et d'y rêver à des salaires correspondant à leur qualification.

Pourtant Bouchard peut payer, son chiffre d'affaire dépassant 250 millions d'anciens francs (plus d'un million par Hectare). Mais il préfère mener la grande vie sur le dos de ses « *bêtes de somme* » et licencier les « *bavards* ».

Le droit divin de virer les ouvriers agricoles est remis en question. L'UL-CFDT a réuni les preuves contre ce négrier et appelle à la mobilisation pour la réintégration de J.L. et l'application de la législation du travail, bafouée (2000 F mini, pour 40 H maxi ; à travail égal, salaire égal, Français, immigrés même combat, respect des droits syndicaux).

Un encouragement pour les ouvriers agricoles

Le 2 septembre, plus de 100 travailleurs avaient manifesté sous les fenêtres de la luxueuse propriété se Seigneur Bouchard et une délégation s'est heurtée à l'intransigeance de ce patron soutenu par la FDSEA. La réintégration de J.L. serait un encouragement à la lutte pour l'ensemble des ouvriers agricoles.

Pour cela, comme le souligne la CFDT, il faut élargir et populariser la lutte (effectivement à la suite de cette manifestation combattive, la presse locale criant que d'autres syndicats, comme la CGT, entrent dans la bataille) en s'adressant à l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations c'est le meilleur moyen de renforcer la lutte.

Correspondant

Cadres CGT-CFDT

La polémique rebondit

Le 7 septembre, les cadres CFDT avaient déclaré : « *Sous prétexte défendre la masse des ingénieurs et cadres - ce que nous faisons - dont les salaires se situent entre 5 000 et 10 000F, on défend des situations privilégiées. Il faut dire clairement qui on défend...* » Puis le communiqué réclamait la « *fixation d'un niveau de salaire (12 000 francs) par mois au-delà duquel le pouvoir d'achat ne serait pas maintenu intégralement* ».

Dans un communiqué de l'UGICT (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens-CGT) René Leguen, secrétaire général souligne, lui, qu'il est nécessaire « *que les négociations salariales s'inscrivent toujours à l'intérieur des conventions collectives et statuts* ». « *Si des modifications doivent intervenir quant à l'ampleur des écarts hiérarchiques dans un sens ou dans un autre, cela ne relève que de l'initiative des organisations de travailleurs interessés de tous les travailleurs intéressés. Elles seules peuvent tenir compte des caractéristiques des conventions existantes et des possibilités offertes par le rapport des forces en présence* ».

*Leguen critique ensuite les thèses avancées le 7 septembre par les cadres CFDT : « Avancer arbitrairement et uniformément un seuil de 12 000F comme point maximum où serait respecté le pouvoir d'achat (...) c'est prêter le flanc à la tentative de politique de revenus et de transferts que veut réaliser le gouvernement, dans le cadre d'une concertation ».*Il ajoute que si cela se réalisait, le patronat essaierait de faire baisser ce seuil : « *l'accepter viserait à livrer les cadres supérieurs au bon vouloir du patronat* ».

Sur la proposition CFDT de frapper d'une contribution exceptionelle les revenus mensuels supérieurs à 20 000 francs, au titre de l'aide aux agriculteurs, c'est là encore selon Leguen « *Admettre qu'il doit y avoir un seuil et s'exposer à en négocier le niveau dans un cadre économique et politique où nous n'en avons pas les moyens* ». « *Sur ce point, les intentions du gouvernement sont claires : il s'agit pour lui d'un seuil de 2 000 à 3 000 F soit dix fois moins, la notion du seuil à négocier peut conduire à diviser les salariés en deux catégories et ouvrir la voie à un consensus implicite* ».

en lutte

PART-DIEU LYON : UN ANNIVERSAIRE TROUBLE

Part-Dieu : premier anniversaire du centre commercial , les 70 employés de l'entrepôt Jelmoni, un des grands magasins de laPart-Dieu, sont en grève reconductible chaque jour en assemblée générale depuis le lundi 6 septembre. Ils demandent 2 000 F minimum, un 13e mois effectif, une amélioration des conditions de travail.

Les travailleurs ont jugé induffisantes les propositions que la direction a été obligée de faire devant leur assemblée générale réunie. Malgré les tentatives de cassage (intervention de la maîtrise, appel à des entreprises extérieures) la grève se poursuit.

Corresp. Lyon

COMMUNIQUE DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL C.F.D.T. DES PERSONNELS DE PREFECTURE ET DEPARTEMENTAUX DU VAL-DE-MARNE

Notre société « libérale avancée » se porte bien mal, en particulier sur le plan économique. Mais les patrons et leur gouvernement viennent de découvrir les responsables. Ce ne sont pas les grandes entreprises capitalistes qui, en plus des bénéfices pharamineux qu'elles réalisent, obtiennent en prime des subventions de l'Etat, et spéculent joyeusement avec ces dernières contre le Franc. Non, d'après les princes qui nous gouvernent, les responsables de la crise sont les travailleurs qui, d'après eux, vivent au-dessus des moyens du pays. Pensez ! Avec un salaire minimum n'atteignant pas 1 500 F par mois, et 1 travailleur sur 2 gagnant moins de 2 500 F par mois, c'est le bout du monde ! Sans parler du million de chômeurs, dont la moitié ne reçoit aucune allocation, et de retraités vivotant avec des pensions dérisoires.

Alors, Giscard à la Barre prépare une attaque d'envergure contre les masses laborieuses et annonce déjà la couleur par la perspective d'impôts « exceptionnels » et des discours sur les avantages économiques du blocage des salaires et de la libération des prix.

Pour imposer cette atteinte fondamentale au pouvoir d'achat et au niveau de vie des travailleurs, ce pouvoir réactionnaire doit mater toute velléité de riposte. Il nous en a d'ailleurs donné un anvant-goût pendant les vacances en envoyant systématiquement les forces du désordre contre les travailleurs en grève coupables d'avoir voulu se donner les moyens, en occupant leurs usines, de défendre leur emploi, et en autorisant, par Durafour interposé, les licenciements par dizaines de délégués syndicaux C.F.D.T. et C.G.T. malgré les avis contraires exprimés par l'Inspection du Travail.

Non content de donner un sérieux coup de main aux patrons en la matière, le gouvernement sait aussi donner l'exemple dans la Fonction Publique, notamment à l'encontre des personnels ne bénéficiant pas des garanties statutaires (contractuels auxiliaires).

C'est ainsi, que Gérard Cathala, secrétaire du syndicat C.F.D.T. des personnels de préfecture de l'Aude, et auxiliaire de l'Etat depuis 4 années, n'a pas été titularisé comme il devait logiquement l'être au tirte de son ancienneté, mais vient d'être purement et simplement licencié.

Les organisations syndicales C.F.D.T. et C.G.T. ayant demandé audience à l'Administration pour obtenir sa réintégration et sa titularisation, se sont vues opposer un refus catégorique du préfet, auteur de ce licenciement pour fait syndical.

Mais sur place, la solidarité s'organise, et un comité de soutien au camarade Cathala vient de se créer, avec la participation, au niveau départemental, des organisations syndicales et politiques suivantes : C.F.D.T., C.G.T., Comités d'Action Viticoles, Mouvement des Radicaux de Gauche, Mouvement de la Jeunesse Socialiste, Parti Communiste Français, Parti Socialiste Unifié, Ligue Communiste Révolutionnaire.

Le syndicat départemental C.F.D.T. des personnels de préfecture et départementaux du Val-de-Marne, pleinement conscients de la nécessité de porter un coup d'arrêt à la politique répressive du pouvoir à l'encontre des représentants des travailleurs :

— s'élève vigoureusement contre le licenciement du camarade Gérard Cathala ;

— exige sa réintégration et sa titularisation immédiates ;

— s'associe totalement à la campagne unitaire de soutien qui commence dans l'Aude ;

— demande aux confédérations syndicales C.F.D.T. et C.G.T. d'organiser, en liaison avec toutes les organisations du mouvement ouvrier, une campagne unitaire d'envergure nationale contre la répression du gouvernement des patrons à l'encontre des délégués syndicaux et des travailleurs en lutte.

Le texte de cette motion sera communiqué à l'A.F.P. et aux journaux suivants :**Le Monde, Le Quotidien de Paris, l'Humanité, l'Unité, Tribune Socialiste, Libération et Rouge.**

Fait à Créteil, le 8 septembre 1976.

école

Dix millions d'élèves rentrent aujourd'hui en classe

SUR LE TABLEAU NOIR

Ils sont 10 millions, très précisément 10 520 000, à se diriger ce matin vers les salles de classes. Les maternelles accueilleront 2 300 000 enfants, les écoles primaires 6 400 000, le premier cycle des lycées 2 600 000, les lycées « classiques » 443 000, et les CET et lycées techniques 1 400 000

Quatre problèmes immédiats sont inscrits au tableau noir de cette rentrée. D'abord son prix qu'illustre une enquête menée dans la banlieue parisienne. Ensuite les classes surchargées dont la moyenne s'établit entre 35 et 45 élèves. Puis des équipements et un encadrement réduit par un budget d'austérité et de rentabilisation ; diminution de plus de 6% des autorisations de programme, réduction des crédits de fonctionnement, diminution de moitié des créations d'emploi. Enfin un emploi toujours précaire pour les personnels non-titulaires (Rouge du 13 septembre), plus de 6 000 enseignants auxiliaires n'étant pas réembauchés.

Pourtant, malgré des déclarations vivement antigouvernementales, la Fédération de l'Education Nationale et ses syndicats n'avancent pas de propositions concrètes d'action. La direction de la FEN lance quatre « campagne de rentrée » (l'autoritarisme, la formation permanente, les conditions de travail, la sécurité de l'emploi), sans pour autant donner de rendez-vous de lutte précis.

Le SNI se déclare « prêt à l'action directe » *(pour quand ?) sur les effectifs en Maternelle et les remplacements des maitres malades. Le SNES lui, est prêt à des actions de grève locale, dès la rentrée et décidera le 21 septembre d'une* « éventuelle » *journée nationale d'action. Seule date précise, celle de la grève des personnels de service et d'administratifs, les 23 et 24 septembre, lancée par le SGPEN-CGT et le SGEN-CFDT. Ce dernier appelle à l'étendre aux enseignants.*

C'est d'ailleurs probablement autour de cette date que se tiendra une initiative nationale du Mouvement National des Non Titulaires qui appelle tout de suite à la grève dans les établissements pour le réemploi des licenciés et la titularisation. Une assemblée nationale en décidera le 19 septembre.

J.K.

Pour les familles dans les HLM à Saint-Denis

La rentrée... c'est l'angoisse

Un couple, 3 gosses entre 14 et 12 ans. Ils vivent en HLM à St Denis. Elle, elle gagne 1 500 F par mois, avec un petit emploi de bureau. Lui, il est au chômage depuis plus d'un an. Il ne touche plus l'ASSEDIC. Il n'a droit qu'à l'Aide Publique : 170 F par quinzaine. Ça fait 1800 F par mois pour 5 personnes. On a beau être dans une HLM : quand on fait le total de toutes les charges, le logement revient tout de même à 600 F par mois. « On sait qu'il y en a de plus pauvres que nous, mais enfin... on est juste juste tous les mois ». **Elle :** « Faut le dire franchement, on ne s'en sort pas ».

Alors la rentrée... Les 3 gosses sont dans un CES. L'évaluation n'est vraiment contestée par personne : le coût d'une rentrée, dans le secondaire, oscille entre 600 et 700 F. *« Pour nous, c'est une situation impossible ».* La même que vivent toutes les familles rencontrées, toujours à St Denis.

La peur d'être punis.

« Pour chaque gosse il y a une liste d'une dizaine de livres de classe à acheter ». Le prix varie entre 20 et 45 F : 11% de hausse par rapport à l'an dernier. *« Nos gosses se suivent, mais d'une année sur l'autre ils ne peuvent pas se rapasser les mêmes bouquins. Les programmes changent, il y a des éditions nouvelles. Les librairies spécialisées les rachètent, mais à des prix ridicules ».*

Ce n'est pas tout. Il y aussi les profs archi-maniaques. Ceux qui veulent des cahiers, avec ou sans spirale, à petits et à grands carreaux, de 200 pages de préférence, un par matière, avec des couvertures aux couleurs codifiées. Ces profs qui veulent des boites de peinture d'une marque bien précise, en général la plus chère, avec un jeu de couleurs invraisemblable. *« Si les gosses n'ont pas le matériel au complet, on les met à la porte de la classe. Ils se payent des heures de colle ».*

Les gosses ? Ils peuvent comprendre certains trucs, mais dans le fond, ça se voit, ils en veulent aux parents. *« C'est vache les mômes entre eux. Ils ont vite fait de se moquer de celui qui n'a pas tout ce qu'il faut. Quand ils rentrent à la maison, c'est le drame... ».* Bien sûr, ils se débrouillent. En classe, les gosses arrivent à se prêter le matérie' exigé par les profs. Tmkz jut de ne jamais se faire prendre avec quelque chose qui manque. *« Alors ils n'arrêtent pas de nous tanner pour qu'on leur achète ce qu'on leur demande en classe. C'est tuant, mais on les comprend. Ils ont tout le temps peur d'être punis ».*

Et puis il y a les autres parents, les gens de l'école aussi, qui jugent. On veut que le gosse soit impéccable. Recoudre un peu le vieux cartable au lieu d'en acheter un neuf ? Oui, bien sûr, c'est possible... mais tous les autres gosses ont des cartables neufs. *« Vous comprenez la rentrée c'est l'angoisse. On sait qu'on ne va pas y arriver ».*

Pourtant, il faut bien. Même quand, comme c'est le cas dans cette autre famille, le père nous montre sa feuille de paye de chauffeur livreur : 1 556 F. *« Ma femme est au chômage. Elle touche 900 F d'indemnité, mais ça va pas durer. On a 4 gosses ».* Comme toujours, c'est la femme qui a été faire les démarches à la mairie, pour faire une demande de vestiaire. *« J'étais un peu génée, mais jusme suis dis qu'il n'y avait plus d'autres solution. A la mairie, en plus c'est des communistes vous savez... Des chaussures pour l'un ou l'autre, c'est toujours ça de pris ».* A la mairie, ça n'a pas marché. *« On m'a dit que nous gagnions trop ».* Ils ont un loyer de 700 F par mois. *« Qu'est-ce que vous voulez : c'est par exemple l'allocation « rentrée scolaire » on se rend compte que c'est un piège à con. Ça marche pour les petits, mais les maternelles n'y ont pas droit. Elle est passée de 126 F à 138 ,90 F. Mais par rapport au prix réel de la rentrée, c'est une aumône ».*

on ne paye pas le loyer. Ou bien on laisse tomber la note d'électricité. Ou bien, si on paye tout ça, on se retrouve tout bonnement sans argent pour manger. *« On fait passer les mômes avant. C'est leur avenir qui est en jeu. Mais même comme ça, quand on en a plusieurs, il faut les faire patienter. On achète petit à petit. Ça met des mois. Ça n'arrête jamais. Les transports, la demiêpension, les cotisations, les timbres, etc. On n'en sort pas ».*

Une impasse totale, c'est vrai. Dans laquelle les parents le plus souvent se retrouvent complètement seuls. Les voisins, les amis ? *« On arrive quelquefois à se prêter des affaires, entre gens de l'immeubles. Mais franchement, on est gênés. On a l'air de mendier ».*

Quelquefois le gouffre est tel qu'on n'envoie pas les enfants à l'école. Ça se sait vite dans le voisinage. Une mesure d'Assistance Educative en Milieu Ouvert (AEMO) a vite fait de tomber. C'est alors la honte de devenir un assisté, un cas social. C'est aussi le soulagement de ne plus être tout à fait seul à porter le fardeau. *«Mais en tous cas, c'est pas de la solidarité. On est des pauvres, quoi. Et on nous fait bien sentir, en plus, qu'on ne sait pas élever nos gosses ».*

J.F. V.

Aller en classe coûte cher !

Selon l'enquête sur le coût de la rentrée scolaire réalisée par la Confédération Syndicale des Familles (Rouge du 7 et 8 septembre), équiper sans excès un élève du secondaire pour la rentrée coûte de 600 à 800 F. Ces frais dont l'augmentation moyenne depuis septembre 1975 est de 12% n'incluent pourtant pas les dépenses vestimentaires. Pour un revenu familial de 2 000 F, avec trois enfants (deux dans le secondaire, un en primaire) la rentrée des classes ampute 78% du revenu mensuel.

Les classes sont toujours surchargées

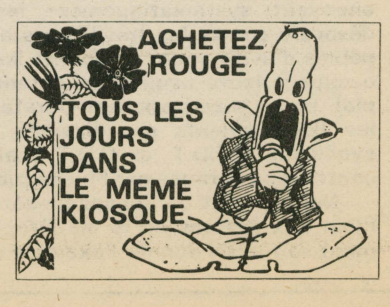
La bataille des effectifs

Des cavalcades pour arriver à inscrire un enfant, des classes surchargées, des institutrices débordées passant leurs nerfs sur leurs mômes, des Ecoles maternelles transformées en garderies... Un grand nombre d'établissements est encore obligé d'acceuillir une population scolaire trop nombreuse, ou bien se trouve dans l'impossibilité de l'accueillir complètement, particulièrement en Maternelles.

La rentrée 1976 ne verra pas sur ce plan d'amélioration substancielle. L'an dernier M.Haby avouait le chiffre de 40 présents par classe de Maternelle, c'est à dire, en tenant compte d'un pourcentage permanent de 20% d'absents, celui de 50 enfants inscrits par classe ! Cette année le document du Ministère présentant la rentrée affirme que « la limitation à 35 élèves inscrits par classe nouvelle pourra prendre effet à la rentrée 1976 **». L'entourloupette est de taille, puisque, le 12 septembre 1975, lors d'un accord entre le SNI et le Ministère sur ces questions, il était précisé :** « L'Inspecteur d'Académie est autorisé à ouvrir une classe nouvelle en fonction (!) des moyens supplémentaires qui seront mis à sa disposition dans le cadre du budget ». **Enfin ce chiffre de 35 élèves, moyenne nationale théoriquement acceptée par le Ministère, est bien au dessus du maximum (25 élèves) permettant une réelle animation pédagogique de la classe.**

L'an dernier, lancée avec fracas par la direction nationale du SNI, syndicat de la FEN pour les instituteurs, la « bataille du 36° élève » **n'aura duré que trois jours. Cet appel à refuser tout nouvel enfant à partir de 35 ne sera jamais mis en pratique. Aprés une réunion avec M. Haby, où ce dernier ne céda rien d'important comme l'illustre la restriction citée plus haut, le SNI leva son mot d'ordre. Pourtant, localement, gain de cause a pu parfois être obtenu. Ainsi dans cette école d'Ivry, où, au lieu de s'opposer, parents et enseignants prirent en charge collectivement la lutte avec pour mot d'ordre :** « Tous les enfants rentreront, ou pas un seul n'entrera ». **Ils obtinrent ainsi l'ouverture d'une classe supplémentaire.**

J.F.



vie quotidienne

A la fête de l'Humanité, la désignation de Mademoiselle Fête 76

DU POUSSIN EMBALLÉ A LA FEMME OBJET

Entendre piailler les milliers de petits poussins gagnés à un stand dans leur sac en plastique voués à une mort certaine était aussi triste que de voir les Mademoiselles fête 76 sur leur podium Anisette. Pauvres stars de pacotille : femmes, correspondez au modèle sinon...

Dimanche matin jusqu'à onze heures, les bulletins devant définir le profil type de Mademoiselle Fête 1976 (Cf Rouge du 10 septembre) ont été massivement distribués.

9643 bulletins définissaient ainsi Mademoiselle Fête : « yeux bleus comme Michèle Morgan, cheveux blonds comme Catherine Deneuve, Jeans comme Jeanne Birkin, taille 1m 61 à 1m 65 comme Annie Cordy, âge de 21 à 25 ans comme toutes les femmes ».

La sono, entre les annonces publicitaires pour Coca-cola et l'abonnement exceptionnel à 15 F seulement pour *L'Huma* nous sussurait ce profil type de Mademoiselle Fête. Bien déçu celui qui aurait espéré que le profil type de Mademoiselle Fête soit : yeux féroces comme une ouvrière qui achève sa 80e heure de travail, cheveux délavés par le port du calot d'infirmière, fringues usées par le repassage, taille grossie par des tas de grossesses non voulues, âge 40 ans, mais en fait 70 comme les ouvrières du textile ! ! ! !

Femmes objets, jusqu'au bout, quel bon goût ont les participants au jeu Anisette, on voit que leurs références sont les mêmes que celles des couturiers de la Haute...

Un tract

Devant le stand Pastis Anisette, il est dix-huit heures environ ; 20 à 30 personnes sont regroupées regardant le profil type qui commence à apparaître.

Depuis 17h 30, une dizaine de femmes en lutte sont là en train de distribuer un tract. Seulement une dizaine d'hommes sont là pour les soutenir. Soudain, c'est la bousculade : un membre du PCF parvient à arracher les tracts d'une des femmes en lutte. Spontanément cinq personnes sortent des rangs, prennent des tracts et se mettent à les distribuer pour les soutenir. Un attroupement se forme, des discussions assez violentes ont lieu entre des militant(e)s du PCF et des participants de la Fête trouvant scandaleuse cette utilisation des femmes par Anisette et Pastis.

Arrive le SO...

Les membres du PCF ont en gros deux types d'arguments : « C'est un truc mineur par rapport au reste de la Fête ! » « Camarade, autour de toi, regarde ces sonos etc. C'est *Europe 1* qui nous aprêté tout ce matériel... sans publicité comment veux-tu qu'un journal ouvrier puisse vivre ? »

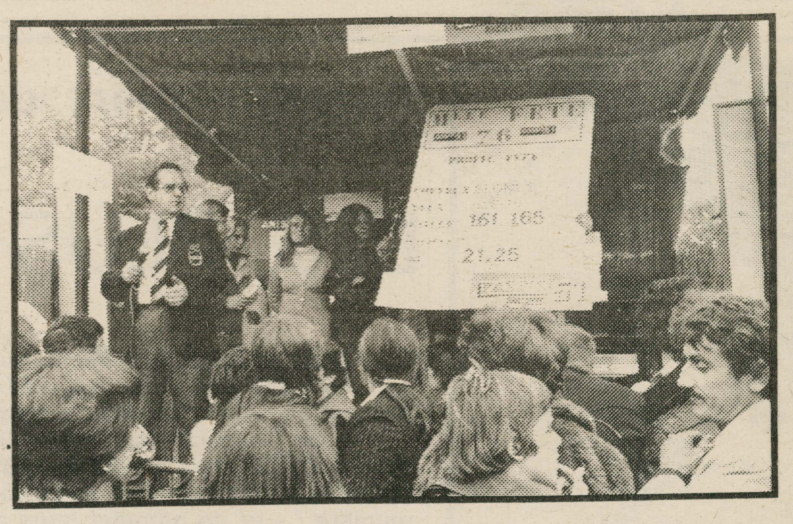
Puis, le SO alerté rapplique. Il n'y a pas de coups. Mais les injures vont bon train : « Connasses, connards ! » A noter que des individus avec des blousons Pastis étaient là manifestement pour veiller au bon déroulement de l'opération.

Un membre du PCF, exhibait des tracts chiffonnés de Femmes en Lutte en disant d'un air victorieux : « Regarde, j'ai pu en avoir un paquet ».

Les gagnantes-Mademoiselle-Fête reçoivent pendant ce temps leurs cadeaux, ravies, n'ayant nullement conscience de l'utilisation qui est faite d'elles.

Les cadeaux sont d'ailleurs spécifiquement féminins : le premier cadeau est un barbe-cue pour faire de la « bonne cuisine ». Suffit pas d'être une « belle femme » faut être une « bonne ménagère ».

On ne peut malgré tout pas dire que l'ensemble des militant(e)s du PCF aient eu la même attitude face à ce jeu. Du militant du PCF gueulant l'air vicieux à une copine de Femmes en Lutte « Ça doit être une femme à problèmes ! » à ceux disant « C'est dégueulasse ce jeu... la femme comme objet », il y a une sacré différence.



Les militantes d'Heures Claires (1) n'ont officiellement pas pris position contre ce jeu se retranchant derrière les nécessités publicitaires. Néanmoins certaines que nous sommes allé voir exprimaient clairement leur désaccord *« Sur le fond »* avec cette u tilisation méprisante des femmes.

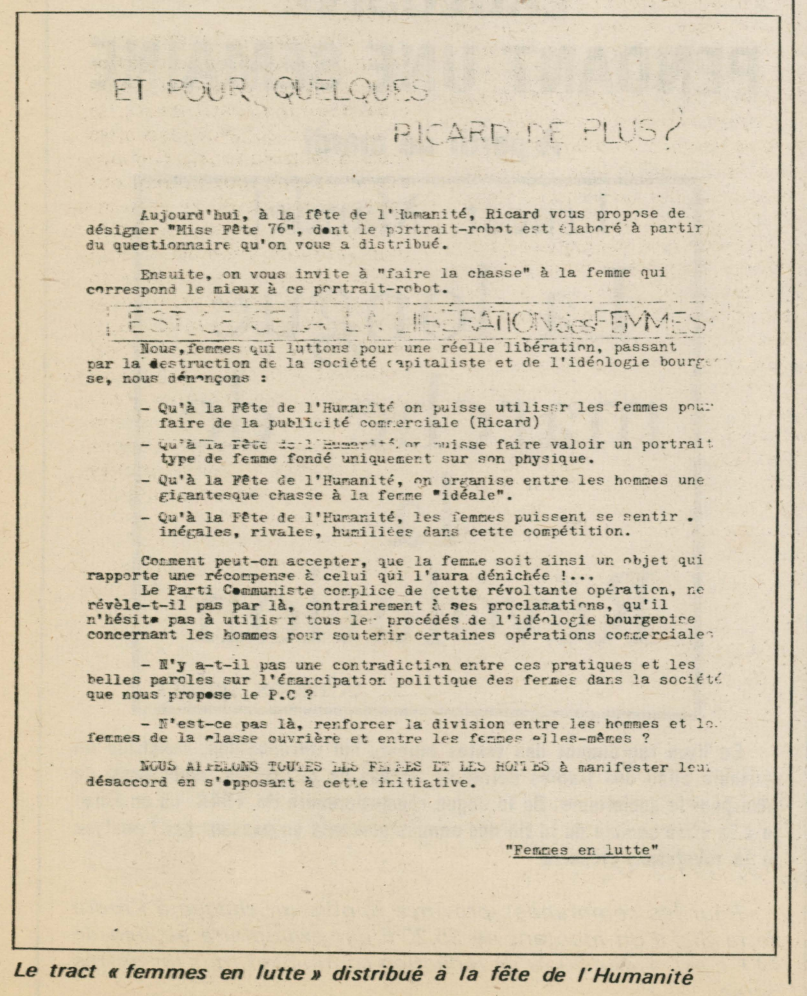
L'an prochain...

Une camarade passant au stand de Mademoiselle Fête, en retard après la désignation, se fit répondre par un jeune cadre dynamique puant : « Ne pleurez pas, l'année prochaine, vous aurez peut-être votre chance, ce sera peut-être une brune ».

Espérons que l'année prochaine, le mouvement des femmes et l'ensemble des organisations qui prétendent lutter pour la libération des femmes sauront être au rendez-vous et boycotter totalement ce type de sexisme, le balayer des rangs du mouvement ouvrier.

Jeanne Vandale

(1) Heures Claires : Journal de l'Union des Femmes Françaises.



Le tract « femmes en lutte » distribué à la fête de l'Humanité

Le pari nucléaire victime de sa propre logique

VERS UNE PENURIE D'URANIUM ENRICHI

Les « nucléopathes » seront-ils contraints de rabattre quelque peu leur indécrottable optimisme ?

Il semble officiellement admis désormais qu'une pénurie d'uranium enrichi, soit inévitable aux alentours de 1985. Ce ne sont pas des « mangeurs d'herbe » qui le disent, mais des organismes patentés comme l'Agence pour l'Industrie Nucléaire de l'OCDE, l'Edison Electric Institute américain, ou le CEA.

Or, cette situation a été soigneusement cachée jusqu'ici au public, et les avertissements de nombreux chercheurs, tels ceux du groupe Diogène de Lyon, des chercheurs CFDT ou, d'Yves Lenoir, ont été ignorés ou dénigrés.

C'est donc une pénurie d'uranium enrichi qui se profile pour l'horizon 1985.

Au Canada, des récentes déclarations laissent prévoir l'abandon du projet franco-canadien « Canadif » qui prévoit la construction d'une usine sur les bords de la baie James au nord de Montréal.

Aux Etats Unis, il existe trois usines d'Etat(Paducahn Portsmouth, et Oakridge) qui connaissent des difficultés technologiques, le taux d'enrichissement étant plus faible de prévu.

Or la pénurie d'uranium enrichi, peut, dans les conditions crées par la logique « nucléopathe », se combiner avec celle de combustibles fossiles. D'une part, parce qu'on aura diminué leur exploitation dans le cadre de chois « tout nucléaire », d'autre part parce que la construction et le fonctionnement de centrales auront exigé une consommation importante de ces combustibles.

Les surgénérateurs, sur lesquels mise la France pour se dégager de la contrainte « combustible » (puisqu'ils produisent plus de combustible qu'ils n'en consomment) ne pourront « prendre le relai » à temps.

Avant qu'un surgénérateur français ait doublé sa charge, le cap de 1985 sera atteint.

Des méthodes nouvelles sont étudiées aux Etats Unis, mais elles sont au stade expérimental. A l'obstacle technique, se joint un obstacle politique : ces centrales devraient être construites par des sociétés privées, alors que le congrès fédéral voudrait en garder la maîtrise. Aussi fait-il obstacle pour l'instant aux deux projets qui lui sont soumis :
- Une usine à diffusion gazeuse proposée par Uranium Enrichment Associates,
- Une usine à ultracentrifugation, proposée par Exxon, Garrett et Centar. (Les gros pétroliers se reconvertissent).

Conclure de cette situation à une fuite en avant ne pourrait que signifier le mépris de toutes les règles de sécurité déjà insuffisantes pour un résultat qui a toutes chances d'être un échec.

Cette brochure a été réalisée par le collectif Anti-TPFA de Nancy Metz, qui regroupe le CAM, le CDA, le CLO et le MAN. Elle est une analyse rigoureuse du TPFA, de son fonctionnement, de ses buts. On peut se la procurer :
à Metz, c/o P. Lebrun, 5 sur Antoine, 57 000 Metz.
à Nancy, 54 rue de la Hache, 54 000Nancy.
En mentionnant à chaque fois : « Collectif TPFA ».
La brochure est en vente au prix de 4 francs, port non-compris.

les temps modernes

CHASSE MEURTRIERE

Le bilan de l'ouverture dela chasse, ce sont d'abord des accidents qui ont faits deux morts provoqués dans les deux cas par une erreur d'un autre chasseur.

Par ailleurs, des organisations comme le ROC (rassemblement des opposants à la chasse), font valoir que la sécheresse a compromis de nombreuses couvées alors que le nombre des chasseurs augmente : 1 500 chasseurs supplémentaires, dans le nord, par exemple.

A l'inverse, des espèces ont proliféré, comme les hérons dont il a été fait une véritable hécatombe dans l'Ain.

PROJET DE LOI SUR L'AMIANTE

Un projet de loipour la protection de tous les travailleurs de l'amiante a été communiqué par le ministère du travail à la délégation de la CGT venue exposer à nouveau les problèmes de l'usine Amisol à Clermont-Ferrand.

Cette entreprise a été fermée en décembre 1974 et occupée par les ouvriers.

Le conflit avait permis aux travailleurs aidés par un collectif de chercheurs de Jussieu (où l'amiante avait été utilisée dans certains revêtements), de poser publiquement le problème des maladies provoquées par l'amiante, pour lesquelles aucune législation n'existe en France.

L'amiante provoque essentiellement l'Abestose, une fibrose pulmonaire qui est à rapprocher de la silicose des mineurs. Le projet de loi constitue donc une première victoire. Mais comme l'on fait remarquer les délégués CGT, il reste à résoudre la question de l'emploi des travailleurs d'Amisol. En août, 140 des 271 ouvriers d'Amisol étaient encore au chômage.

SOUFRIERE

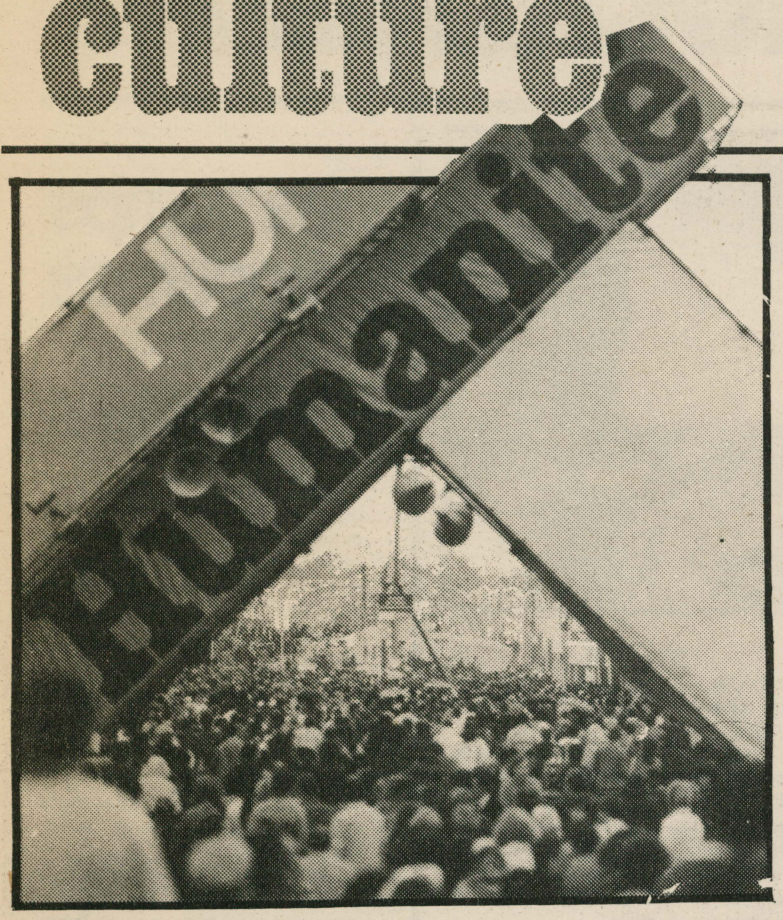
Encore des expressions ampoulées dans les dépêches AFP, mais elles tendent à dire « qu'un début de normalisation pourrait intervenir prochainement à la Guadeloupe. »

Vingt huit séismes pour le 10 septembre et dix huit le 11 marquent un retour à une fréquence presque normale.

Le Pr Feuillard, directeur de l'observatoire de géophysique a indiqué que le diagnostic exigeait encore plusieurs jours d'observation.

Après concertation avec l'équipe scientifique, Mr Stirn, pourrait lors de son nouveau voyage en Guadeloupe, fin septembre annoncer des mesures d'assouplissement de l'évacuation.

Le préfet, Mr Aurousseau, a déjà envisagé un retour de 4 000 personne d'environ dans les zones Marigot à Vieux-Habitants, et Sainte-Marie à Capesterre. Il envisage également d'installer des réfugiés dans des tentes proches de la zone sinistrée, afin qu'ils puissent se rendre rapidement sur les plantations. En pleine saison des pluies il se soucie davantage des bananes que des hommes...



Le rock à la Fête de l'Huma

AREA, ETRON FOU ET D'AUTRES

Pas de grand nom cette année, l'Huma ayant sérieusement réduit le budget pop, mais à coup sûr des choses intéressantes avec les groupes « prometteurs sans promoteur », la nouvelle musique des banlieues, des campagnes et des lycées, celle qui sort tout droit de nos habitudes, de nos fantasmes quotidiens.

« Politisés »

Ys est breton, *Nyl* fait du rock, *Oedipe* du jazz-rock, *Etron fou* du Rock paysan, Lavilliers s'est débrouillé, quant à lui, pour agresser Lefebvre, les militants, les dictatures et son éditeur et rendre hommage à Marighela, la zone et... Jim Morrison. *Rosta* disait des poèmes de Maïakovski, terminait par l'*Internationale,* et dédiait son concert à Mao ; *Zachary Richard faisait dans le cow-boy et le don cajun, Locomotive Kreusberg* faisait traduire entre chaque morceau son dévouement à la lutte (ce groupe chante dans les prisons en Allemagne) et *Area* a toute la pêche des révolutionnaires italiens.

Voilà une utilisation de la musique tout de suite sympathique. Mais cela ne suffit pas à en faire de la bonne musique. De ce côté-là, une découverte et des confirmations.

La découverte, c'est Area. Groupe italien aux bonnes idées, il associe des sons très bien contrôlé et une rythmique toujours inouïe. Les vocaux sont impressionnants autant que le chanteur, au coffre énorme d'où sortent yoddles et cris impressionnants. Un très bon Moog, un excellent bassiste, un batteur et un guitariste « cow-boy », aux sonorités sourdes transformées par un matériel de synthétiseurs très encombrant utilisé d'ailleurs en-deça de ses possibilités. Un groupe qui s'amuse sur scène, invitant le public à venir manger une pomme sur scène, le temps d'une musique enregistrée ; éteignant tous les projecteurs pour braquer des lampes électriques sur le public. A revoir et à chercher, pour tout de suite.

Confirmations

Lavilliers en plein décollage, sortant des galères et installant un groupe bientôt très au point. Oedipe, à la pointe de la recherche technique pour un jazz-rock très (trop ?) construit dont certaines mauvaises langues disent qu'il gagnerait à plus de feeling.

Etron fou, enfin, le plus grand groupe de rock paysan en France (je n'en connais pas d'autre !). Un saxo, une batterie et une guitare, rien que de bonnes idées et un jeu subtil entre trois instruments très individualisés. Trois paysans comme on en rencontre maintenant en Ardèche et en Cévennes, aux préoccupations semblables aux nôtres. Leur musique est fidèle à leur vie et les difficultés de communication entre la ville et la campagne sont rapidement éliminées.

Etron fou Leloublanc pourrait bien devenir beaucoup. Un groupe à faire jouer souvent, qu'on se le dise : Etron fou Leloublanc - Richard Lapeyre 07160 Le Cheylard.

Voilà. Merci l'Huma de nous avoir tolérés. J'espère qu'on ne vous a pas trop dérangé.

A. Bretzel

Après la mort de Dalton Trumbo

LES PLUS NOIRES ANNEES

Dalton Trumbo vient de mourir. On connait son nom comme celui d'un des « Dix » de Hollywood, l'un des dix cinéastes qui, au temps du maccarthysme préférèrent aller en prison (pour dix mois, en 1950) que de répondre à la question « Avez-vous été communiste ? » et de nommer leurs amis. Mais à l'occasion de sa disparition, il vaut la pein d'évoquer cette figure attachante de « professionnel », d'intellectuel américain engagé dans le système de production hollywoodien, qui s'y illustre par son talent, conquiert une place, un marché, une valeur commerciale, les bazarde par conviction et peu à peu revient à la surgace. On pourra trouver plus d'éléments sur l'affaire des « Dix » et sur Trumbo dans *Positif* (n° 39, texte de Brecht et lettre d'Alvah Bessie, n° 64-65, interview de Trumbo, n° 128, extraits traduits de son recueil de lettres inédit en français, *Additional Dialogue*) ; par ailleurs, le roman de Trumbo, *Johnny got his gun*, a été traduit en français.

Né le 9 décembre 1905, Trumbo, par le biais de la critique de cinéma, devient scénariste à la RKO ; mais il trouve le succès grâce à son roman *Johnny got his gun* en 1938. Le destin de ce livre est curieux ; pacifiste, il est d'abord soutenu par la gauche, mais lorsque se posera la question de l'entrée en guerre des USA contre les nazis et les aponais, les pro-nazis exploiteront fond le pacifisme et Trumbo devra s'opposer à l'utilisation de son livre qui connaitra une nouvelle faveur aux USA lors des campagnes contre la guerre du Vietnam. On a vu en France (*Johnny s'en-va-t'en guerre*) le film que Trumbo lui-même tira en 1972 de ce livre controversé.

Sur la liste noire

Déjà avant la guerre, avan le maccarthysme, Trumbo était connu pour s'intéresser, dans ce qu'il écrivait, aux questions sociales. Il ne faisait évidemment par de cinéma militant, et ce qu'il pouvait faire passer dans le système hollywoodien, d'idées légèrement avancées, peut nous paraître aujourd'hui bien pâle. Mais, nous l'avons vu, le changement du pacifisme de *Johnny* patriotisme de *Trente secondes sur Tokyo*, film de guerre de 1945, n'est pas le résultat d'un quelconque carriérisme. Après qu'il eut refusé de s'incliner devant la commission de Mac Carthy et Nixon, et tiré ses dix mois, il fut longtemps « blackisted », marqué sur la liste noire : les grandes compagnies ne l'embauchèrent plus. Ce scénariste hollywoodien célèbre survécut grâce à l'hypocrisie du système : on lui commandait toujours des travaux, mais sans signature, donc payés moins cher.

Clandestinité toute rlative, bien sûr, et notamment inexistante pour le fisc... Sous un de ses faux noms (Robert Rich), il récolta même un Oscar pour *The brave one* (Les clameurs se sont tues, de I. Rapper, 1956). La fin de cette époque, ce fut en 1960, quand il signa deux films retentissants et inégaux *Exodus*, apologie du sionisme, d'après le best-seller de Léon Uris, filmé par Otto Preminger, et *Spartacus*, de Kubrik, d'après le best-seller de Howard Fast, lui-même ancien membre du PAC américain...

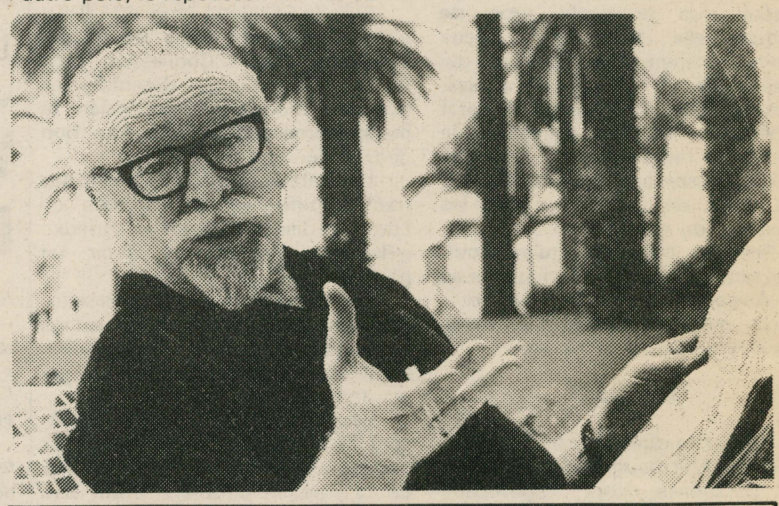
Il collabora par la suite, toujours comme scénariste, à *El perdido*, d'Aldrich, à *Seuls sont les indomptés*, de D. Miller, à *L'Homme de Kiev* et aux *Cavaliers* de J. Frankenheimer.

Du maccarthysme au Vietnam

Trumbo est l'un des meilleurs représentants de ces intellectuels américains de gauche, qui vécurent sur la côte ouest autour des années 50. Le plus grand nom, parmi eux, reste sans doute Dashiell Hammet, mais Alvah Bessie, Albert Maltz, John Howard Lawson ou Michael Wilson méritent de rester dans nos mémoires, de même que leur lutte, autrement que par le mauvais film qui leur fut consacré l'année dernière (*Nos plus belles années*, avec Redford, de S. Pollack). Au cœur de la guerre froide, devant l'hystérie impérialiste qui emportait les USA, ils avaient en face d'eux, l'autre pôle, le repoussoir de l'URSS stalinienne.

Certes, ils ne furent par des révolutionnaires : mais le seul fait de ne pas plier, dans de telles circonstances, dans leur milieu, cela s'inscrivait dans une genèse du mouvement libéral aux Etats-Unis, dont les suites fructifièrent dans les mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam.

P. L. T



LIBRAIRIE ROUGE

10 impasse Guéménée, Paris 75 004
Métro Bastille Tel : 272 68 82

EN VENTE EXCLUSIVE PENDANT UNE SEMAINE

A partir de mardi

Ernest Mandel
La longue marche de la Révolution
éditions galilée

Ce livre regroupant des textes aujourd'hui introuvables, constitue un véritable bilan des trantes dernières années de difficultés, mais aussi de lutte pour le socialisme. De la vague révolutionnaire de 1944-45 en Europe à la crise sociale de la fin des années soixante en passant par l'analyse de la révolution chinoise.

Pour les commandes-province joindre un chèque à l'ordre de la SIE d'un montant de 35,20 F par exemplaire au lieu de 44 F c'est-à-dire 20 % de réduction comme sur tous les autres livres.

Dans l'objectif

● L'ACARM de Sarcelles prépare sa rentrée. Elle aurait besoin, le plus rapidement possible de personnes ayant des connaissances et la pratique pour animer des ateliers de création libre (théâtre, mime, guitare, etc..). Beaucoup de contrats, mais pas beaucoup d'argent. Alain Hajjaj, 10 rue des Peupliers 95 140 Garges.

● Jusqu'au 27 septembre 1976, la revue « Contrejour » organise une exposition de photographies de Nicole Métayer : « Autoscopie ». 19 rue de l'ouest, 75 014 Paris.

Photo encore, jusqu'au 4 octobre, au 3, rue de l'amiral Roussin, à Paris XV°, avec les œuvres d'un jeune photographe de chinon : Bernard Descamps.

● Au secours ! au secours ! On aime ça la photo, c'est vrai. Mais du côté du cinéma, de la musique, du théâtre, on se déssèche à vitesse grand V. On compte sur vous. Il se passe sûrement quelque chose au coin de la rue.

culture

livres

Marcel Martinet sort de l'oubli

Qui est Marcel Martinet, à propos de qui Trotsky, en 1922 dans son train de la guerre civile, prenait la peine d'écrire un article, au grand étonnement de Lénine ? Né en 1887, dans un milieu petit-bourgeois anticlérical, « bon élève », il rentre à l'Ecole Normale de la rue d'Ulm. Renonçant vite à la carrière facile qui s'ouvre devant lui, délaissant l'enseignement, il rentre comme employé à l'Hôtel de Ville, écrit des poèmes et surtout fréquente les syndicalistes révolutionnaires de la Vie Ouvrière : Rosmer et Monatte.

Le déclenchement de la guerre mondiale et la trahison de la social-démocratie européenne le bouleversent. Il travaille alors activement avec le noyau de militants parisiens qui résiste à la vague patriotarde et qui va se reconnaître dans Zimmerwald. De cette période sortira le recueil de poèmes *Les temps maudits*. Puis la révolution russe apporte l'espoir. La révolution en Europe semble approcher à grands pas : Martinet écrit une pièce de théâtre *L Nuit*. Il milite pour la IIIe Internationale. Entré au PCF, il prend la direction littéraire de *L'Humanité* et collabore à de nombreuses publications révolutionnaires. On trouve l'écho de cette période dans *Culture Prolétarienne*. Mais en 1923, atteint par le diabète, il doit cesser une grande partie de ses activités.

Malade et démoralisé

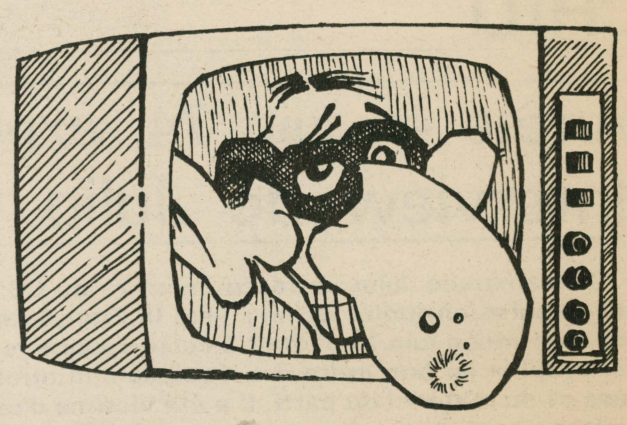
La dégénerscence bureaucratique de l'URSS ne le laisse pas indifférent, au contraire. Il se bat pour faire libérer Victor Serge, il dénonce les procès de Moscou. Il continue toujours à écrire, mais se trouve de plus en plus isolé à mesure que la maladie progresse. Démoralisé par la seconde guerre mondiale, il mourra en février 44.

Au printemps dernier, *Culture Prolétarienne* a été republié dans la petite collection Maspéro. Quelques mois auparavant étaient parus, en 10-18, *Les temps maudits* et La Nuit (avec en préface le texte que lui avait consacré Trotsky en 1922). Ces ouvrages sont maintenant facilement trouvables (notamment à la Librairie Rouge). Mais pour ceux qui voudraient mieux connaître l'œuvre de Martinet ; signalons :

— une réédition du recueil de poèmes *Hommes* (9 F) et un numéro spécial de la revue *Plein Chant* (15 F). Les commander à Edmond Thomas, Bassac, 16 120 Châteauneuf sur Charente

— le n° 4 du bulletin de Amis de M. Martinet (15 F) qui contient des articles sur Martinet syndicaliste révolutionnaire. Le commander à Suzanne Boscq, Iter rue Paul Bert, 94 290 Villeneuve-le-Roi.

PC



télévision

TF 1

12.15 **Réponse à tout**
12.30 **Midi première**
13.00 **Journal**
13.45 **Restez donc avec nous**
14.50 **Colditz (série)**
18.05 **A la bonne heure**
18.35 **Pour les jeunes**
19.00 **Chasser en France**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Une minute pour les femmes**
19.45 **Le village englouti (feuilleton)**
20.00 **Journal (interview de Barre)**
20.30 **Jean Sablon**
21.30 **Le sens de l'histoire**
Emission de Jacques Laurent et Jean Aurel. « La féminité »... nouvelle nostalgie de Laurent le minuscule : les femmes ne sont plus ce qu'elles étaient.
22.45 **Ombre et lumière**
Hans Hatung : une abstraction violente et vibrante
23.45 **Journal**

A 2

13.45 **Télé régionale**
14.00 **Les après midi d'Antenne 2**
Aujourd'hui Madame
Mission impossible
18.05 **Fenêtre sur...**
Le romancier Jacques Grenier
18.35 **Le palmarès des enfants**
18.45 **FLASH D'INFORMATION**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Chacun chez soi**
Tout un programme...
20.00 **Journal (interview de Barre)**
20.30 **Les dossiers de l'écran**
Film : **Le Visiteur**, film américain de Jack Gold, 1973. Hosties et vieilles soutanes.
Débat : **L'Eglise en danger ?** avec entre autres : Maurice Clavel, les silencieux de l'Eglise, André Frossard, peut être Mgr Lefebvre (ce n'est pas sûr). Le parti anti-papiste a la meilleure représentation ; en face, il y a au moins Georges Hourdin, fondateur de *La vie catholique*
23.30 **Journal**

FR 3

18.45 **Pour la jeunesse**
19.05 **Magazines régionaux**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Tribune libre**
Le parti Féministe
Son problème est de mieux présenter les femmes dans les institutions
19.55 **Flash journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Western : L'attaque de la malle-poste**
Film de Henry Hataway (1950). Un excellent western de l'un des meilleurs spécialistes du genre

Vendredi

4147

+ 2 000 par rapport aux ventes de jeudi ! Alors, c'est gag. Attention, freinez... et rappelez-vous que, vendredi, tous les journaux titraient sur la mort de Mao. Si bien que l'évènement a fait aussi gagner 7 000 lecteurs à Libération, 7 000 également à l'Huma, le Quotidien du Peuple passant d'une vente quotidienne sur Paris de 450 exemplaires à 1 900. N'importe. Pour nous, ce chiffre de 4147 ventes est intéressant. Il prouve que notre chiffre de 4 000 lecteurs réguliers sur Paris n'est pas une élucubration de militants enfermés dans leur bocal.

Samedi

2 006

Nous voilà revenus à un chiffre plus habituel. Pourtant, nous sommes en hausse par rapport aux ventes des samedis précédents (jour de vente traditionnellement le plus faible pour tous les journaux). Mais le baromètre indique —280, si l'on compare aux ventes de jeudi. Tout est encore à faire.

OBJECTIF 77

10.000 FRANCS PAR JOUR !

Une semaine aujourd'hui depuis le démarrage de notre nouvelle souscription. Disons-le d'emblée : cette campagne ressemble plus, pour l'instant, à une retraite en désordre qu'à une offensive victorieuse. Ce n'est pas encore la catastrophe, mais ça en a quelques allures.

L'objectif à court terme est de 200 000 francs (20 millions anciens) fin septembre. Et nous n'en sommes qu'au dixième : 20 000 francs. C'est insuffisant. LARGEMENT. Trop largement. 4 000 F sont arrivés au journal aujourd'hui. Pour que nous atteignions notre but, c'est désormais 10 000 francs par jour qu'il nous faut. Utopie ? Sans doute si Rouge était un journal comme les autres, entretenant un rapport passif avec ses lecteurs. Même s'il est encore très loin d'être l'outil dont nous rêvons, Rouge est différent. Il défend les positions d'une organisation. Tout en prétendant — ce n'est pas contradictoire ! — être utile à l'ensemble de l'extême gauche. L'acheter, c'est un acte militant pour certains, c'est participer aux débats du mouvement révolutionnaire pour la plupart. Dans ces conditions, 2 000 lecteurs supplémentaires dans l'immédiat, 200 000 francs en soutien, ce devrait être possible.

ANCIEN TOTAL . . 14 396,00

Diffuseurs broussais 100,00
G.T. impôts 430,00
La Canaille 200,00
5 camarades santé Rennes . . 450,00
Un sympathisant qui aurait souhaité un journal unitaire 500,00
Un sympathisant Marseille . . 200,00
Sympathisant brestois 110,00
Soutien à votre journal et à votre action, J.D. Orléans 250,00
P.C. Aurillac 100,00
Un ouvrier métallo Orléans . . 15,00
S.D. Orléans 150,00
A.B. Toulouse 160,00
Un cheminot occitan 60,00
Un militant CGT banques . . 60,00
A.B. BNP 100,00
Arts et métiers 50,00
Librairie Rouge 270,00
Diffuseurs Dreux 650,00
Anonyme Dolus d'Oléron 300,00
NOUVEAU TOTAL 181 551,00

On accepte même les prêts

Gagner quelques milliers de lecteurs, nourrir la souscription, voilà les deux meilleures façons d'aider le journal. Il en est une troisième. Surtout utile, celle-là pour faire face aux échéances immédiates et calmer les créanciers : le prêt. La méthode est simple : vous allez à votre banque habituelle et vous demandez à bénéficier d'un prêt à terme. Sur votre bonne mine et... l'état de vos ressources, en fonction aussi de vos désirs, on vous prête 3 000, 5 000, 10 000, 30 000 F ou plus, si vous avez vraiment très bonne mine. Vous nous prêtez à votre tour la somme obtenue et c'est le journal qui se charge de rembourser vos échéances mensuelles. Méthode simple et, pour nous, très efficace, puisque, grâce à certains d'entre vous, c'est elle qui nous a, en partie, permis de passer le cap de l'été.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec le journal en téléphonant poste 266 ou en écrivant (précisez « pour un prêt » sur l'enveloppe)

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... **PRENOM**.....

ADRESSE : RUE..... **N°**....

VILLE..... **CODE POSTAL**.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
— Pour les plis termés et l'envoi par avion écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

rouge

CHILI

Arrêté en juin 74, expulsé en juillet 76
Interview de Julio Carrasco membre du CC du MIR

Le camarade Julio Carrasco, membre du CC du MIR, a été expulsé en juillet dernier vers la France, après avoir été capturé en juin 74. Il était à cette époque responsable du « repli » en bon ordre des équipes militaires centralisées et du matériel du parti. Il a été victime d'une embuscade en compagnie d'un autre camarade, et, grièvement blessé aux jambes, est tombé dans les mains de la FACH (Aviation).

QUAND LE MOT «BOURGEOISIE» EST INTERDIT

Question : tu as été torturé, bien que blessé, dès ta capture ?
J : oui, dès l'instant où je suis revenu à moi après l'intervention chirurgicale. On me bandait les yeux, chaque nuit, on me sortait de l'Hôpital et on faisait pression sur moi. Plus tard j'ai été transféré à l'Académie de Guerre aérienne. Cela a duré deux mois.

Q : quel était le régime des interrogatoires et leur but ?
J : à l'A.G.A le régime consistait d'abord à t'enlever la nourriture et l'eau. J'étais transporté dans un fauteuil roulant et ils m'ont affamé pendant cinq jours. Ils t'empêchent de t'endormir mais te gardent les yeux bandés constamment, ils te frappent et t'interrogent sans cesse, afin de briser ta résistance. Ils administrent également le penthotal, essayant de t'hypnotiser.

A la SIFA (services de renseignements de la FACH) il y a différentes étapes. Durant la première ils essayent de te briser moralement. Cela peut durer un mois, ou deux ou trois.(...)

Au cours de la *deuxième étape* il s'agit uniquement de te maintenir isolé, les yeux bandés, sans rien faire, sans possibilité de marcher ou de bouger, mais tu es alimenté et tu peux dormir la nuit.

Q : surveillé en permanence ?
J : oui bien sûr. On est dans un local composé d'un long couloir et des pièces de chaque côté. Il y avait sept pièces, dans chacune un garde avec un fusil pour surveiller les prisonniers. Il y avait aussi une estrade où siègeaient les officiers qui contrôlaient le couloir en enfilade et puis deux gardes qui circulaient en permanence. La garde était relevée trois fois par jour. La lumière en permanence. Les yeux bandés jour et nuit (mais nous arrivions à regarder sous notre bandeau). C'était une atmosphère atroce. Les prisonniers étaient indifféramment des hommes et des femmes et même des enfants.

Q : peux-tu parler en particulier des femmes ?
J : pour ce qui est des tortures on les leur appliquait exactement comme aux hommes. Mais de plus il y avait une humiliation constante, consistant à les déshabiller, à se moquer d'elles, leur toucher les organes génitaux, etc. Comme il y avait restriction systématique des autorisations pour les besoins naturels, elles souffraient particulièrement lors de leurs règles. Il y avait le fait aussi qu'on était surveillé par un garde aux cabinets...

Q : peux-tu parler de la prison pour femmes
J : c'est le même régime pénitencièaire qu'à la prison d'Etat, mais ce sont les bonnes sœurs qui dirigent la prison, les bonnes sœurs du « Bon Pasteur »...

Q : peux-tu parler des effets de leur « service » sur les forces de répression ?
J : nous avons constaté que les soldats et les officiers, à travailler avec nous, finissaient par souffrir de troubles psychologiques ou établissaient des relations non-autorisées avec les prisonniers ; pour cela ils étaient sanctionnés ou déplacés.

Il faut voir qu'on vit dans un climat dramatique. Brusquement ils déclenchent une alarme, tout le monde se jette par terre et ils se mettent à tirer. C'est un climat éprouvant, pas seulement pour les prisonnier politiques mais aussi pour eux.

Julio explique ensuite les raisons et les conditions de préparation du procès qu'il a subi - février-mai 75 %)- devant un tribunal militaire de la Fach

A cette époque le SIFA concentrait son action sur le MIR considéré comme l'ennemi principal à cause de sa capacité politico-militaire. Bien qu'ayant porté de rudes coups aux autres partis le SIFA n'a intenté de procès ni contre le PC ni contre le PS. Le procès qu'ils ont ouvert en mai 75 concernait 13 dirigeants du parti, dont moi.

Avec ce procès la FACH joue une nouvelle carte politique qui est d'essayer de présenter à nouveau une image de « normalité » au pays. A cette même époque, la DINA faisait disparaître des centaines de camarades arrêtés, ce qui montre à quel point il s'agit de deux politiques différentes (DINA : le service de l'armée, dépendant directement de Pinochet)

Outre la défense de caractère légal à laquelle nous avions droit nous avons mis au point une réponse politique à l'accusation portée contre nous. Elle s'est exprimée dans la défense de trois camarades. Ils refusèrent que nos camarades lisent leurs défenses. Mais ils autorisèrent qu'elles soient jointes au dossier. La défense mettait l'accent sur notre qualité de prisonniers politiques et sur le fait que la seule accusation que l'on pouvait nous faire était d'avoir porté atteinte à la Sécurité Intérieure de l'Etat. Le juge militaire a fini par accepter cette argumentation et nous avons été condamnés pour ce seul chef. Les peines se sont échelonnées de 5 à 15 ans de prison, en fonction de la responsabilité politique attribuée à chacun.

Nous sommes alors passés au Pénitencier, avec un nouveau régime.(...)

Q : peux-tu parler des luttes à l'intérieur de la prison ?
J : nous avons lutté pour que soit reconnu notre statut de prisonniers politiques. Par exemple que les horaires pour la lumière et l'internement nocturne soient adaptés à nos activités. Nous avons lutté également pour pouvoir faire entrer des livres et des lettres librement. Tout est censuré, non seulement du point de vue politique, mais aussi suivant les règles de droit commun. Par exemple un livre d'anthropologie où figurait une indienne est interdit parce que elle est nue. Tout livre qui contient « bourgeoisie » est confisqué : c'est un terme subversif, c'est médire de la junte. A travers la lutte pour le statut politique, il nous a semblé essentiel d'obtenir un règlement qui empêche les services de renseignement d'enlever des camarades, comme c'est arrivé à Sil berman du PC. Nous avons aussi fait des manifestations unitaires de prisonniers les 1er mai 75 et 76, les 11 sept. et 5 oct.75. Concrètement on affichait des journaux muraux clandestinement, on chantait l'internationale et l'hymne de la CUT et des chansons révolutionnaires.

Je voudrais parler de la grève de la faim. Le 3 avril 76 tous ceux de la « Peni », ont été transférés dans une autre prison. Nous avons compris qu'il s'agissait d'une mesure de prévention à la veille de l'assemblée générale de l'Or ganisation des Etats Américains à Santiago. Alors nous avons décidé de protester. Nous avons appuyé la diffusion d'un document à l'opinion par une grève de la faim de trois jours.

Q : comment cela s'est-il passé ?
J : par certaines radio s (radio-Moscou), cela a été publié en Hollande et dans le courrier de la Résistance du MIR. La riposte de la direction de la prison fut la répression immédiate. Comme nous refusions de céder, on nous a dispersés dans les prisons de toute la zone centrale du Chili, de La Serena à Linares, par petits groupes de trois à cinq.

Mais l'engagement pris était de poursuivre la grève trois jours et cela a été fait partout.

Q : Où en est la résistance à l'intérieur du pays

On est en train de vivre aujourd'hui et depuis un certain temps une réanimation du mouvement de masse : essentiellement de la **classe ouvrière**.

Il y a d'abord la lutte légale et semi-légale, la gauche et notre parti gardent une force importante à l'intérieur du mouvement ouvrier et « syndical » (...) Nous arrivons à faire pression sur les dirigeants « jaunes » qui sont restés à la tête des syndicats les plus importants. Ainsi le 28 mai dernier, les chefs des 10 plus importantes fédérations (incorporant plus de 500 000 travailleurs) ont présenté une revendication à Pinochet. Essentiellement : I/ une augmentation pour compenser la chute du revenu réel 2/ une augmentation du salaire minimum 3/ l'annulation du décret 198 qui bannit les élections syndicales.

Evidamment les partis de gauche, notre parti ne peuvent apparaître à la tête à cause de la répression (...)La lutte au plan syndical doit être assumée par des organisations clandestines de façon à combiner l'utilisation de formes légales et illégales. Par exemple pour la grève de la « Papelera » (monopole du papier) pour de meilleurs salaires, il y a eu une action de sabotage : on leur a brûlé une quantité de papier dans l'usine de façon à accroitre la pression en faveur des travailleurs.

Q : qu'en est-il au niveau des « poblaciones » ?
J : les conditions de misère régnantes ont poussé les pobladores à s'organiser en « réfectoires populaires » et en comités de chômeurs.

Q : ce sont des comités légaux ?
J : oui. Maintenant dans tous ces organismes existants, les Comités de Résistance impulsent des revendications déterminées. C'est pourquoi la junte lance continuellement des vagues de répression contre les poblaciones. Elle envoie un régiment contre une poblacion durant la nuit, qui parque toute la population sur le terrain de foot le plus proche ; ils vérifient l'identité de tout le monde et pendant ce temps les maisons sont mises à sac.

Maintenant il faut dire la chose suivante. La réanimation du mouvement de masse c'est important mais on ne peut pas assurer que nous soyons capables de nous mettre à sa tête, de le diriger et de lui donner une perspective révolutionnaire. Cela pour ne pas créér des illusions. Nous croyons que cela sera possible en regroupant tous les secteurs de gauche, en impulsant les Comités de Résistance, en impulsant la lutte légale et clandestine, en impulsant concrètement la construction du parti de la révolution prolétarienne, le Parti Révolutionnaire des travailleurs.